

---

# Les ACTES des 4<sup>èmes</sup> Rencontres internationales de l'Agriculture durable



*Sous le Haut patronage du Président de la République*

**Monsieur Nicolas SARKOZY**

*Et le parrainage du*  
**Parlement européen**

## Avant-propos

L'actualité récente nous enseigne que les équilibres sont ténus. Qu'ils soient d'ordres économiques, sociaux ou environnementaux, tout nous indique que l'Instabilité pourrait être le nouvel Equilibre d'un monde en devenir.

S'intégrer dans ce contexte imposera à chacun de faire sa mue des conservatismes pour entrer en modernité.

Cette ambition, en partant des besoins essentiels, toujours croissants des citoyens du monde, nourrit la volonté de l'IAD d'éclairer les voies progressistes qui mèneront à la Durabilité de l'agriculture en apportant des solutions à la hauteur des nécessités.

Les besoins conditionnent le Pourquoi du changement, les savoirs déterminent les changements Pour Quoi : le développement d'un paradigme résilient, en aptitude à satisfaire les défis alimentaires, énergétiques, climatiques et sociaux à venir.

Notre responsabilité a été engagée dans le rapport : L'Agriculture de 2050 commence maintenant ! Celui ci présente un set : Evaluer pour Evoluer, de 26 indicateurs autour de 7 thématiques fondamentales du Développement Durable qui permettent d'évaluer les résultats obtenus par les pratiques agricoles et d'en mesurer l'évolution lors des changements de management des modes de production.

La Durabilité est affaire de responsabilités et de résultats dans une chaîne de valeurs !

Ces 4èmes Rencontres Internationales de l'IAD ont renforcé nos compétences et nos solidarités par les connaissances, l'expérience, et la qualité de chaque grand témoin qui aura à cœur d'exprimer librement les éléments essentiels et indispensables à la grande mutation à venir.

# Introduction

**Eric SCHMIDT, Conseiller spécial auprès du Président de CEIS** - Le titre « L'agriculture durable, un modèle qui fait ses preuves » sera le fil rouge de notre journée. L'objectif est aujourd'hui de nourrir sept milliards d'êtres humains, et cela est possible en respectant notre planète. Notre environnement est plus qu'une ressource, c'est une richesse, que l'agriculture durable exploite en s'inspirant du cycle de la nature.

A travers quatre films, nous irons à la rencontre d'un agriculteur en Picardie pour comprendre son travail du sol, de la plante et de l'eau au fil des saisons et des cycles de la nature.

Notre première table ronde sera donc consacrée à la question des bénéfices économiques et environnementaux. L'agriculture durable est aussi un modèle qui fait ses preuves et généralise ses pratiques dans de nombreux pays à travers le monde.

Notre deuxième table ronde ne réunira que des intervenants étrangers. C'est pour nous une façon de reconnaître que l'agriculture durable ne représente que 1% des surfaces agricoles utiles en France alors qu'elle devient un modèle majoritaire dans de nombreux pays dans le monde. Nous essaierons de savoir pourquoi et surtout comment. L'agriculture durable est un modèle qui s'évalue. Depuis cinq ans, l'IAD a mis en œuvre 26 indicateurs servant à évaluer les performances environnementales, économiques et sociales.

Enfin, l'agriculture durable est aussi un modèle transparent et le chemin est encore long entre l'agriculteur et le consommateur. Ce sera l'objet de la troisième table ronde.

Nous ne pouvons oublier que l'avenir de l'agriculture durable se joue aussi au moment des grandes échéances internationales et nationales. Nous laisserons la parole à deux députés européens, Stéphane Le Foll, vice-président de l'Alliance progressive des socialistes et démocrates, et Agnès Lebrun, membre du Parti Populaire Européen.

# Allocution d'ouverture

de

**Jean-François SARREAU**

*Président de l'IAD*

Qu'il me soit permis de vous faire part de l'honneur qui est le mien que de vous accueillir aux 4èmes Rencontres de l'Agriculture durable organisées par l'IAD sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Nicolas Sarkozy. Le Président du Parlement européen, Monsieur Jerzy Buzek nous accorde son patronage en ces termes : *« Le Parlement européen, qui accompagne vivement l'agriculture durable et la protection de l'environnement, fait siens les objectifs de cette manifestation à caractère international. J'ai le plaisir une fois encore d'octroyer à cette initiative, qui revêt un intérêt et une solide dimension européenne le patronage de l'institution que j'ai l'honneur de présider ».*

Internationale, européenne, nous accueillons aujourd'hui nos amis du Brésil, d'Argentine, des Etats-Unis, du Canada, de Tunisie, du Maroc, d'Espagne, d'Italie, de Suisse, de Belgique et du Danemark. Ces 4èmes Rencontres d'ouvrent dans un contexte un peu particulier puisque 2012 sera l'année de Rio + 20. En effet, en 1992, le sommet de Rio gravait dans le marbre le concept de développement durable.

Les différents sommets de la terre sont des rencontres qui ont pour but de définir les moyens de stimuler le développement durable au niveau mondial. Ainsi, la culture du développement durable aura donné lieu à une prise de conscience de la nécessité de mieux respecter le monde dans lequel nous vivons. Cette prise de conscience, sans doute plus par facilité que par réelle volonté, aura souvent fait émerger une culture de la récession, de la décroissance plutôt qu'une culture du courage pour innover, proposer, adopter des postures de progrès économique au service du plus grand nombre, des postures de progrès environnemental pour que le vivable soit accessible à tous, des postures de progrès social pour que l'équité ne soit pas un luxe de minorités privilégiées. Ainsi, le monde apparaissait comme fini dans ses limites, les besoins continuaient de grandir avec l'accroissement de la population, la crainte pouvait donc nous gagner, et tout cela pouvait se comprendre. Le partage dorénavant s'imposait, la raison nous résignait. Pour autant, c'était sûrement faire fi de l'intelligence illimitée dont sont dotés les hommes de cette planète pour toujours créer, innover et proposer des solutions à leurs besoins. Les paysans, les pieds sur terre, à l'écoute de leur terre, au service de leur capital, notre patrimoine commun, forts de leur savoir, de leur culture, vont partout commencer à changer leurs pratiques chez eux, pas à pas, essai après essai, et vont progressivement changer de paradigme pour produire plus, mieux et avec moins. Les défis énergétiques, alimentaires, sociaux et climatiques nous l'imposent et nous l'imposeront.

Ces 4èmes Rencontres sont un cap. Nous avons travaillé avec patience, constance et persistance, renforcés en cela par de nouveaux sociétaires. Les trois premières rencontres ont fait œuvre de pédagogie, de conviction, et même si le travail doit être sans cesse renouvelé, ces 4èmes Rencontres seront plus offensives. Il y a urgence à progresser pour préparer un projet de société. Notre projet est politique au sens étymologique du terme, il porte les valeurs de la société, et ce sera l'objet de notre dernière table ronde. Notre projet est stratégique parce que de nature à répondre aux

grands enjeux du monde à venir. Notre projet est pratique, nos indicateurs simples s'adressent à toutes les agricultures. Notre projet est transparent car il se soumet à l'exigence de l'évaluation. Notre projet est réaliste car nous savons que la transition ne saura se faire sans la participation des grands acteurs de l'industrie agricole et agro-alimentaire. Enfin, notre projet est pragmatique car il est possible de se mettre en marche sans attendre que tout soit expliqué, connu, normé. Chacun aura bien compris que nous en sommes les acteurs, et nous sommes dorénavant en route vers le progrès pour écrire une page d'un futur possible. Ces rencontres seront une nouvelle fois très riches. Elles seront encore exploratoires car l'agriculture durable se construit en avançant, et forts de nos savoirs et de nos savoir-faire, mais sans avoir peur de l'inconnu et de l'avenir.

## Table ronde n°1

# Efficiences économique et respect de l'environnement : les défis de l'Agriculture Durable

*Témoignage*

**Jean-Claude LAJOUS**

*Agriculteur à Esparron (Haute-Garonne), association AOC Sols*

*En présence de*

**Marc BLANC**

*Rapporteur de l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental  
« La biodiversité : relever le défi sociétal »*

**Rémi LESCENE**

*Directeur des Ressources Laitières de CLE P&S*

**Ivo MELO**

*Président de la Confédération Américaine des Associations pour  
l'Agriculture Durable (CAAPAS)*

**Jacques TROUVAT**

*Président de la Coopérative Entente Agricole*

**Eric SCHMIDT** - Jean-Claude Lajous est agriculteur dans le Piémont pyrénéen, et depuis de nombreuses années, il est tombé dans le semis direct. Vous m'avez dit que lorsque vous avez marché pour la première fois sur une parcelle en semis direct, elle vous avait impressionné par la souplesse du sol. « *Les pieds me sont montés à la tête* », m'avez-vous dit, vous étiez bouleversé, interloqué, et vous avez basculé d'un coup dans l'agriculture durable. Et vous avez le courage de dire que vous ne comprenez pas certaines choses, que chaque année est une nouvelle découverte, et que vous commencez à regretter d'arriver à l'âge de la retraite, car vous avez été bousculé intellectuellement dans ce que vous croyiez savoir. Comment les pieds vont-ils montés à la tête ce jour-là ?

**Jean-Claude LAJOURS, Agriculteur à Esparron (Haute-Garonne), association AOC Sols** - Dans mon exploitation, nous avons tout en CUMA et pratiquement aucun matériel ne m'appartient. En 1997, nous en étions arrivés au cap de l'amortissement du matériel, nous devions en changer, et nous avons été quelques-uns à nous poser la question de savoir comment continuer à travailler en gagnant du temps et en économisant du gazole. Je me suis rendu à une journée de présentation des fraises de chez Horsch. Ils nous ont fait traverser une parcelle en conventionnel et nous sommes arrivés dans la parcelle semis en direct, c'est là que la souplesse du sol m'a fait réagir. Nous avons réuni la CUMA et à force de discussions, nous avons vendu tout le matériel conventionnel pour acheter cette fraise. Les chambres d'agriculture ne nous soutenaient pas, les coopératives non plus. J'avais des vaches laitières à faire manger, et ce n'était pas simple.

**Eric SCHMIDT**- Vous allez nous parler des enjeux économiques et environnementaux de l'agriculture durable, et comment à l'échelle de votre ferme, vous les avez vécus, vus. Qu'avez-vous appris sur l'eau, la terre, la biodiversité, le rendement de vos récoltes, la couverture des sols ?

**Jean-Claude LAJOURS** - En 1993, j'ai adhéré au groupe Tracteur de la CUMA avec du matériel conventionnel et en 1998, nous avons décidé de vendre tout ce matériel et d'acquérir la fraise Horsch. Si nous avons réussi, c'est grâce à la CUMA, à nos échanges. De 1998 à 2000, nous étions seuls. Et nous avons eu la chance d'avoir un président de chambre d'agriculture parmi les adhérents de la CUMA. En 2000, nous avons acheté un JD 750 pour compléter le travail du Horsch. Je précise que la surface de la CUMA représente 450 ha. Nous avons rencontré la société PRP avec laquelle nous avons appris beaucoup de choses. Nous avons travaillé sur les couverts, nous avons commencé par de l'avoine, du tournesol. Je continue à travailler avec l'équipe de chez PRP. En 2000, j'ai été élu à la Chambre d'Agriculture et on m'a confié la responsabilité de la Commission Machinisme. J'ai alors constitué une équipe et nous avons travaillé sur le semis direct. En 2006, des agriculteurs de l'Aude et de la Haute-Garonne se sont retrouvés au congrès international du semis direct à Saragosse où nous avons décidé de créer l'association AOC Sols.

Dans mon exploitation, les équipements sont tout à fait simples. Nous avons un 150 CV au niveau de la CUMA, un 120 CV et un 100 CV, ce qui représente pour mon exploitation en 2010 un total de 350 heures pour travailler les 110 ha. En 2011, je suis pratiquement à trente heures de moins. J'ai les deux semoirs, un déchaumeur Lemken, un pulvérisateur Hardi de 18 m. Nous avons appris à travailler sur les bas volumes, ce qui nous a permis de diminuer de plus de moitié les doses de glyphosate et d'envoyer 20% les fongicides sur les blés. Une faible consommation d'intrants. Moins de 50 litres de gas-oil/ha contre 130-140 litres auparavant. En azote, nous sommes à 200 unités.

Sur notre secteur, nous avons la chance d'avoir la présence de l'INRA depuis plus de trente ans qui a réalisé une étude européenne pour évaluer la biodiversité. Sur mon territoire, avec les gîtes et les couverts que je fais, j'ai une bonne protection du sol, ma maison est en bon état, je peux limiter les intrants, je stocke du carbone, pratiquement le double en fonction de l'ancienneté de la parcelle en semis direct. Au travers des études réalisées, nous avons découvert une meilleure dégradation des molécules. Dès lors qu'on a un bon taux de matières organiques en surface, on a moins de molécules qui passent en profondeur, le sol bien entretenu et en bon état étant un bon filtre, et une augmentation des rendements, notamment au niveau du blé et du soja.

En conclusion, sommes-nous des progressistes ou des conservateurs ? Nous sommes des progressistes car nous voulons changer les choses. Le travail de l'IAD est

essentiel. Nous sommes en période de campagne électorale, on parle défiscalisation. Pourquoi le carbone ne pourrait-il pas être défiscalisé ?

**Eric SCHMIDT** - Le film et l'intervention de Jean-Claude nous rappellent que l'agriculture durable, c'est d'abord les agriculteurs. Face à la demande agro-environnementale de la société, quelles réponses peuvent apporter les agriculteurs et leurs partenaires. Il s'agit de résoudre tous les problèmes à la fois, l'environnement, l'eau, la biodiversité, le carbone, le climat, l'économie, la production, les ressources végétales. Jacques Trouvat est Président de la Coopérative Entente Agricole qui regroupe 450 adhérents, historiquement spécialisés dans la collecte de céréales et dans l'approvisionnement grandes cultures. La coopérative a diversifié ses activités, notamment vers les productions animales et la distribution spécialisée – horticulture, espaces verts, pépiniéristes. Comme Jean-Claude Lajous, la révélation d'une agriculture plus durable vous a fait prendre un nouveau chemin. Pour transformer cette mutation, vous avez engagé un programme de recherche et de développement, notamment sur la qualité de l'eau et sur la méthanisation, pour faire face aux risques que pouvait présenter le précédent modèle. Cela n'évite pas les peurs. Comment avez-vous fait face à ces peurs et quels sont aujourd'hui les enjeux pour votre coopérative ?

**Jacques TROUVAT, Président de la Coopérative Entente Agricole** - Je préside une coopérative située en Poitou-Charentes. Nos 450 adhérents exercent leur activité dans des exploitations de polyculture élevage ou des exploitations spécialisées en sériculture ou en élevage hors sol caprin dans un territoire qui doit faire face à trois problématiques interdépendantes. D'une part, la diminution du nombre d'exploitations par une réduction des exploitations d'élevage et une augmentation de la céréaliculture. D'autre part, des problèmes agronomiques et environnementaux telle que la perte de fertilité des sols et de biodiversité, l'altération de la qualité de l'eau par des pollutions diffuses dues aux nitrates et aux produits phytosanitaires, une diminution des quantités d'eau pour l'irrigation, le développement de résistances importantes aux herbicides, présence de parasites problématiques tel que l'orobanche sur les cultures de colza. Autre problématique forte, la diminution de l'activité économique et de la valeur ajoutée induisant une réduction d'emplois directs et indirects en agriculture, une part importante des céréales étant exportée en l'état via le port de La Pallice.

La coopérative a trois défis supplémentaires à relever. Elle doit gérer la ressource en eau pour assurer la pérennité d'une filière maïs gavage inscrite dans son territoire. Elle doit maintenir son équilibre économique pour compenser la perte de marge due au plan Ecophyto 2018. Elle doit s'inscrire dans une démarche de développement durable afin d'accompagner ses adhérents vers des pratiques agricoles économiquement et agronomiquement durables.

Quelles solutions proposer à nos adhérents pour conserver un maximum de productivité et de valeur ajoutée sur notre territoire tout en limitant, voire en résorbant les conséquences négatives de l'intensification du système sur la quantité et la qualité de l'eau, tout en améliorant la fertilité des sols, en favorisant la biodiversité et la séquestration du carbone dans la matière organique ? Le conseil d'administration a identifié cinq leviers d'action. Le premier est la conservation de l'élevage en accompagnant nos éleveurs par un suivi technico-économique afin de leur permettre d'améliorer leur compétitivité et ainsi d'alimenter les outils de transformation porteurs d'emploi et créateurs de valeur ajoutée sur le territoire. L'élevage permet également de conserver les cultures pérennes favorables à la biodiversité. Le deuxième est la réduction de l'impact de l'irrigation sur le milieu en été, en participant aux côtés de la Fédération régionale des Coopératives et des Organisations professionnelles agricoles à la création de réserves de substitution permettant

l'irrigation des cultures. Cela contribuera, après avoir sécurisé les besoins en eau potable, à assurer la sécurité alimentaire des troupeaux et la couverture des besoins de la filière gavage.

Le troisième est le développement d'un projet recherche action sur la mise en place d'une filière courte luzerne pour optimiser les services éco-systémiques à l'échelle d'un territoire. Dans le cadre de sa réflexion stratégique, la coopérative est entrée en contact avec le CNRS, et plus particulièrement Vincent Brétagne, directeur du Centre d'études biologiques de Chizé, qui développe depuis plus de dix ans des recherches sur les intérêts agro-écologiques de l'insertion de luzerne dans les assolements et rotations céréalières.

La coopérative, souhaitant renforcer son rôle en tant qu'acteur du territoire et être le moteur des changements de pratiques pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement, a décidé de réintroduire la production de luzerne dans les exploitations céréalières. La luzerne présente de nombreux avantages environnementaux et agronomiques. D'autre part, dans la région, de nombreux élevages caprins et bovins consomment de la luzerne sous forme de fourrage dont une bonne partie est importée depuis la Marne ou l'Espagne. Organisé ainsi, l'approvisionnement fourrager entraîne des coûts économiques et environnementaux importants pour les exploitations et le territoire. Ce projet de filière complexe et novateur implique la conception de modes de gestion adaptés à la diversité des objectifs attendus, économiques, écologiques, et sociaux. Il est indispensable d'instaurer des règles de gouvernance permettant des échanges durables entre les acteurs du territoire, les céréaliers producteurs, les éleveurs utilisateurs et la coopérative.

Ce projet de recherche action a un double objectif. Le dispositif expérimental doit permettre d'identifier et de quantifier les différents services éco-systémiques rendus en fonction des modalités de gestion de la luzerne et de leur répartition sur le territoire afin de les valoriser, et de structurer la création de la filière territoriale luzerne en explorant diverses modalités de mise en œuvre possibles et d'analyser les incidences économiques pour les différents acteurs. Ce projet est mis en œuvre avec le partenariat de l'Ecole des Mines Paris Tech, de CEBC CNRS, de l'INRA Agro Paris Tech, et de l'INRA de Lézignan. Il est soutenu par la région Poitou-Charentes, les conseils généraux 17 et 79 et les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Adour-Garonne.

Par ailleurs, les actions mises en place dans le cadre d'Ecophyto 2018 engendreront des pertes économiques pour la coopérative. Afin d'assurer sa stabilité, CEA travaille sur la création d'une unité de méthanisation. Cette structure permettra de maintenir ou d'augmenter les revenus de CEA vers la production d'énergie, d'améliorer la stabilité et la qualité du fourrage par un dispositif de séchage, de produire des matières organiques normées épandables sur les zones de captage, de renforcer la compétitivité des exploitations d'élevage en valorisant les effluents, de valoriser la biomasse produite sur les couverts végétaux, et d'apporter une solution aux collectivités locales pour la gestion des déchets verts ainsi qu'aux industries agroalimentaires et à la restauration collective pour la gestion de leurs déchets organiques. Ce projet, en partenariat avec les acteurs locaux, a pour ambition de renforcer l'économie territoriale et d'agir favorablement sur l'agro-système.

Le dernier levier, afin de mettre en place, une approche systémique de durabilité agricole au sein du territoire, il sera mené parallèlement au projet luzerne et méthanisation un projet R&D. Fort de l'expérience des 160 fermes de référence du réseau de l'IAD, nous allons proposer à nos adhérents un protocole expérimental sur les zones de captage pour faire évoluer les pratiques agricoles vers l'agriculture de conservation. Depuis deux ans, nous avons sensibilisé nos adhérents à cette thématique et beaucoup se montrent intéressés mais n'osent franchir le pas de la mise en œuvre. Via cette démarche, nous allons apporter la preuve par le résultat. La

méthode envisagée pour cette expérimentation repose sur un protocole mettant sur une même parcelle des pratiques culturales conventionnelles en comparaison à des pratiques innovantes basées sur la restitution des résidus des cultures, la mise en place de couverts végétaux et le semis direct. Basée sur une réflexion agronomique, l'expérimentation visera à améliorer la prise en compte de l'environnement et de la biodiversité en optimisant la productivité de l'agro-système, donc à produire plus, mieux et avec moins. Cette expérimentation concerne les fuites des nitrates, la réserve utile des sols, la gestion de l'eau et de l'irrigation avec maîtrise des apports. Les protocoles seront mis en place sur les parcelles expérimentales pour une durée de cinq ans. Nous allons créer un poste responsable projet pratiques innovantes pour réaliser et assurer le suivi des expérimentations.

Un programme actif de communication sera mis en place. Les indicateurs de l'IAD permettront une comparaison entre méthodes conventionnelles et pratiques innovantes et serviront à mesurer l'efficacité de ce nouveau mode cultural au niveau économique, environnemental et social. Le protocole répondra à nos problématiques en conjuguant qualité de l'eau, gestion de l'irrigation, fertilité des sols, productivité, compétitivité et biodiversité, et nous permettra de construire un outil de développement basé sur une démarche d'amélioration continue des exploitations à partir des indicateurs. Pour favoriser la vulgarisation de cette technique, nous allons mettre également en place une vitrine de couverts végétaux d'été et d'hiver et une vitrine de cultures associées. La constitution d'un groupe « pratiques innovantes » permettra d'accompagner les adhérents. Par ses différents projets, la coopérative affirme sa volonté d'être un acteur moteur dans la vulgarisation de l'agriculture durable qui doit contribuer au développement économique de son territoire.

**Eric SCHMIDT** - Il fallu réorganiser tout un système en soutien des progrès de cette agriculture pour répondre notamment à une problématique de risques filière.

**Jacques TROUVAT** - Il y a une problématique de risques filière, mais également tous les problèmes de qualité de l'eau car nous sommes sur des bassins versants avec des captages d'eau potable et sur lesquels la réglementation est de plus en plus draconienne.

**Eric SCHMIDT** - Rémi Lescène est directeur du développement des approvisionnements laitiers de Bongrain. Il y a deux ans, vous avez lancé une réflexion sur le développement durable et les approvisionnements laitiers, tant en ce qui concerne la production que la logistique, en vous appuyant sur deux enquêtes. La première sur la mesure de l'analyse du cycle de vie qui attribue une note carbone à chaque étape du cycle et qui a mis en évidence des écarts entre les systèmes de production et une variabilité au sein d'un même système. La seconde portait sur la cartographie des zones de collecte. Vous avez proposé un plan d'action aux producteurs autour de trois impératifs : pas de perte d'EBE, une empreinte environnementale améliorée et sans contrainte de travail supplémentaire. Pour vous, la performance est le pilier de votre approche, du lien entre élevage et agriculture durable. Quels sont vos objectifs économiques et environnementaux et cette nouvelle approche est-elle susceptible de structurer la filière ?

**Rémi LESCENE, Directeur Développement des Approvisionnements Laitiers, Bongrain S.A.** - Bongrain est des grands groupes laitiers et fromagers au niveau mondial, qui collecte et transforme plus de trois milliards de litres de lait auprès de 15 000 producteurs dans le monde, avec 17 000 collaborateurs. Nous avons mis en évidence que dans le monde actuel, l'élevage et la vache se retrouvent au banc des

accusés avec un dégagement de gaz à effet de serre, de méthane etc. Nos activités tant industrielles que d'élevage ont un impact sur les ressources, et leur impact sur le climat est désormais connu. Par ailleurs, nous sommes également sensibles à l'évolution des attentes sociétales. Elles sont multiples concernant l'agriculture. En matière d'environnement, on a beaucoup parlé des algues vertes, de la déforestation, des OGM, du bien-être animal, des problèmes de nutrition, d'éthique, des gaz à effet de serre, etc. Par rapport à ces constats, nous avons pris conscience du risque pour le développement de nos activités si nous ne changions rien. Des opportunités sont possibles si nous nous préparons pour demain, et en particulier par rapport aux échéances rapides qui vont s'imposer à nous en termes de réglementation sur l'affichage environnemental, nutritionnel, sur des évolutions relatives à la taxe carbone. Nous pouvons inverser la tendance en travaillant sur l'image filière en termes de réputation, de compétitivité producteurs, et d'accès au marché.

Nous avons donc réalisé deux enquêtes. Nous avons, dans l'ensemble des approvisionnements laitiers d'Europe de l'Ouest Bongrain, réalisé des analyses de cycle de vie sur l'ensemble de nos activités, de la production laitière jusqu'à la sortie des usines, et nous avons cartographié nos zones pour en connaître les atouts. Nous avons ensuite établi un projet visant à créer une dynamique forte avec nos producteurs de lait pour une production laitière durable, en s'intéressant à l'ensemble des éléments qui rentrent dans la production laitière – l'eau, l'énergie, la fertilisation raisonnée des sols, le stockage carbone dans le sol et dans les prairies, l'autonomie alimentaire des exploitations, la performance des troupeaux, et le sanitaire – et en visant l'intensification.

Nous avons noué des partenariats avec l'Institut de l'Elevage, l'Institut de l'Agriculture durable, et travaillé sur un outil diagnostic permettant d'établir une note carbone dans une exploitation, de déterminer des points d'amélioration et de proposer des plans d'action. N'étant pas compétents dans ce domaine, nous nous sommes appuyés sur une expertise de haut niveau à travers l'IAD. Cette proposition qui va être progressivement faite à l'ensemble de nos producteurs repose sur des outils d'amélioration permanente. Au final, une note environnementale est attribuée, l'objectif étant de faire baisser l'empreinte environnementale de la production laitière en dégageant des marges de manœuvres financières de compétitivité pour les producteurs, ce qui doit également leur permettre de se protéger des aléas liés à la conjoncture sur la partie volatile de leurs prix de production, et en tenant compte de l'organisation du travail.

Le plan d'action avec l'IAD est entré dans une phase très active auprès d'une vingtaine de fermes pilotes en France. Nous abordons les nouvelles pratiques sous l'angle de la production fourragère. Nous avons choisi des éleveurs volontaires pour leurs qualités d'engagement, de pédagogie, leur envie de partager, qui se montrent très enthousiastes. Nous étendrons progressivement ce projet à des groupes plus nombreux.

**Eric SCHMIDT** - Comment réussissez-vous à convaincre et à inciter les producteurs à rentrer dans cette démarche ? Et s'ils ne sont pas déjà dans une stratégie d'agriculture durable, comment allez-vous faire venir les autres producteurs sur cet objectif ?

**Rémi LESCENE** - D'autres ont eu cette idée en même temps ou avant nous, et un important travail a déjà été réalisé sur le terrain. La proposition de passer d'un système sécurisant, techniquement efficace sur le court et moyen terme, mais qui va se révéler difficile sur le long terme parce que coûteux et pas durable, à des techniques plus exigeantes et demandant un nouveau savoir-faire agronomique, c'est

aussi redonner de l'autonomie décisionnelle au producteur sur son exploitation, lui permettre d'être à nouveau décideur et non plus entre les mains de recettes toutes faites.

**Ivo MELO, Président de la Confédération Américaine des Associations pour l'Agriculture Durable (CAAPAS)** - The experience of farming in Brazil in the 1980s and 1990s shows that no-till or conservation agriculture was not an option, but an obligation. In the early 70s, in the south of Brazil, bordering Argentina and Uruguay, a “crazy German” started directly planting in the bush, knowing that 1 tonne of grain for 10 tonnes of soil lost was unsustainable. This pioneer went to the States to visit Harry Young, acquired a machine to test sowing without plowing, going over to no-till in 1972. Early difficulties were overcome by partnership with industry, such as the old ICI now Syngenta. Soil conservation researchers came up with supportive findings, and the results were manifest in cleaner, less particle-laden river systems. Systems of government support to avoid erosion and run-off had been developed, but only no-till proved effective. Due to the Brazilian economic crisis of the early 90s (including prohibitively high interest rates and farmer insolvencies), no-till became viable because of lower costs than conventional systems. Industry contributed by lending machinery paid out of the proceeds of the next harvest. Associations were developed for sharing of the successful experience of no-till, now called Friends of the Earth Clubs, with the support of machinery-makers and agricultural institutes. For myself as a rice farmer, non-tillage means planting twice with the same infrastructure and three times lower costs. For the many smallholders in my country, this is essential. No-till means labor saving – 20 operations less, a revolution in terms of quality of life. The problem initially was the cost of acquisition of good machinery—the partnership between farmers’ associations and industry was the solution. In the 90s, world demand for protein grew, the Federal government stepped in, the problems of debt overhang were addressed, and the export markets could be supplied at lower production costs. Grain production increased from 56 million tonnes in 1986, to 130 million in 2006 at a time when 25 million hectares of land became no-till. In 1986 the Federal government, under economic pressure, abandoned nearly all subsidies, which stimulated lower cost no-till land management, notably for soya bean. In 15 years grain output doubled. Accordingly, the “crazy German farmer” who began it all, was recently honored by former President Lula, and further no-till policy measures are being implemented to improve the system. Can such policies be adopted elsewhere? Policy-makers forget the basics, the machines and people that work the land and preserve it for biodiversity. The fundamental is to take care of the farmers, who have responsibility for natural resources. The farmers in Brazil organized in Associations which connected with extensionist agricultural research bodies, a combination further supported by machinery makers – partnership is essential to develop best practice.

**Eric SCHMIDT** - La biodiversité n'est pas un corollaire ou un appendice de l'agriculture, mais elle est partie prenante sous des aspects économiques et environnementaux. Marc Blanc, vous dites dans votre rapport que « *protéger la biodiversité répond à une urgence écologique, économique et sociale. Elle est à la fois source de profit et de coût, d'où l'importance cruciale d'une réflexion sur son intégration aux stratégies d'entreprise* ».

Les onze recommandations thématiques de votre avis sont principalement de niveau macroéconomique, elles concernent les engagements internationaux de la France, les autorités publiques françaises et la mobilisation des acteurs, mais je retiendrai deux réflexions dans votre rapport. Vous proposez que « la mise en œuvre d'une politique de vulgarisation auprès des agriculteurs sur les effets économiques et écologiques positifs de l'augmentation de la biodiversité sur leurs exploitations », et « d'accentuer

l'effort en faveur d'évaluations économiques des services éco-systémiques rendus par le secteur de l'agriculture à la biodiversité ».

L'agriculture durable porte en elle ce projet. Quelles sont les conditions pour que l'agriculture puisse relever ce défi sociétal ? Quelles sont les clés pour qu'enfin les stratégies publiques nationales fassent le lien entre les engagements internationaux et les initiatives comme celle de l'IAD ? N'est-on pas encore loin d'une prise en compte de la biodiversité et du défi sociétal ?

**Marc BLANC, Rapporteur de l'avis du Conseil Economique, social et environnemental : « La biodiversité : relever le défi sociétal »** - Je rappelle que la mobilisation internationale sur ce sujet a débuté au sommet de Rio en 2002. A cette époque, trois conventions ont été élaborées : une sur le climat, qui fait toujours l'objet de négociations et d'une grande médiatisation avec le rapport du GIEC de 2007 ; une seconde sur le désert qui avance très peu ; une troisième sur la préservation de la biodiversité. Ces vingt années ont abouti à un consensus de tous les acteurs sur les principales causes de la perte de la biodiversité, qu'il s'agisse de la destruction ou la dégradation des habitats naturels, de la surexploitation des ressources naturelles renouvelables, les pollutions, le changement climatique et la diffusion des espèces envahissantes. A noter que bon nombre de scientifiques considèrent que le rythme de destruction de la biodiversité, cent à mille fois plus rapide que le taux naturel, nous conduit probablement à une sixième extinction.

Un grand nombre de travaux ont été menés durant cette période. J'en citerai deux qui font référence. Le sommet de Johannesburg de 2002 qui a adopté un plan visant à une réduction importante du rythme actuel d'appauvrissement de la biodiversité. L'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire de 2005 aura été un véritable cri d'alarme de 1 360 experts pour signifier que la dépendance de l'humanité à l'égard des écosystèmes et l'action de l'homme remettaient en cause les équilibres fondamentaux de ces écosystèmes.

Il me faut également rappeler les conséquences économiques de la dégradation de la biodiversité, qui ont été évaluées dans une fourchette de 1 350 milliards à 3 100 milliards par an, suite à une étude réalisée à la demande du G8 et de cinq pays en voie de développement. L'année 2010, qui était celle de la Biodiversité, aura été marquée par un constat d'échec avalisé par l'ONU et l'Union européenne, en faisant référence aux engagements de Johannesburg. Elle aura été aussi marquée par les accords de Nagoya issus de la Conférence des Parties sous l'égide de l'ONU. Ces accords sont historiques. Le premier élément est un accord juridique contraignant pour les accès aux ressources génétiques et leur valorisation. Ce point crucial bloquait depuis vingt ans les avancées d'accord sur la biodiversité. C'est également un plan d'actions stratégiques décliné en vingt actions engageantes qui a été validé.

Je citerai l'objectif 3 qui est emblématique du niveau de ces engagements. « D'ici 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la biodiversité, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou éviter des impacts défavorables ». La sensibilisation des acteurs progresse, en particulier grâce aux associations environnementales, aux scientifiques, mais aussi aux cultures ancestrales qui sont souvent oubliées.

Il n'est pas rare aujourd'hui de voir des entreprises, des agriculteurs, des collectivités territoriales, agir en faveur de la préservation de la biodiversité. A titre d'exemple, la communauté urbaine de Dunkerque et sa ville de Grande-Synthe qui a été déclarée en 2010 ville de la Biodiversité. Ce sont encore des outils, tel celui mis en place par le ministère du Développement durable en 2010, l'EBEvie, qui aide à évaluer l'interdépendance de l'entreprise vis-à-vis de la biodiversité. Ce sont aussi 259

entreprises, communes ou associations qui ont adhéré à la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020.

Sommes-nous loin d'une prise en compte de la biodiversité et de son défi sociétal ? Si l'on regarde la mauvaise qualité des eaux, l'évolution de la désertification des sols en France, on serait tenté de dire que nous en sommes très loin. Je rappelle que tous les sept ans, nous perdons la valeur d'un département en France par le biais de la désertification des sols. Toutefois, si on regarde sur la dernière décennie l'implication des différents acteurs, on peut rester un peu optimiste. D'ailleurs, qui aurait dit il y a cinq ans que le syndicalisme s'occuperait de la biodiversité. Cette prise de conscience d'un plus grand nombre d'acteurs ne doit pas pour autant cacher le chemin qui nous reste à parcourir. Le premier obstacle à surmonter est celui de ne pas considérer la perte de la biodiversité comme étant une priorité au même titre que le réchauffement climatique. La situation économique ne facilite pas la prise en compte de ces priorités. On peut noter que le gouvernement s'était engagé à Nagoya à consacrer quatre milliards d'Euros d'ici 2020 pour préserver la biodiversité. Ce chiffre n'a toujours pas été confirmé. Autre faille dans le rôle des pouvoirs publics, très peu de ministères, hormis celui du Développement durable, se sont engagés dans la stratégie nationale pour la biodiversité. Ce qui renvoie à la conception de la prise en charge du développement durable par le gouvernement, qui est loin d'être intégré.

Je prendrai deux exemples pour illustrer les enjeux et les difficultés à surmonter. Le premier concerne l'objectif 3 de Nagoya consistant à supprimer à réduire les incitations ou les subventions néfastes à la biodiversité. Le Conseil d'Analyse Stratégique a élaboré récemment un rapport sur ce sujet qui propose différentes actions. Deux sujets concernent directement l'agriculture, à savoir l'eau et le gas-oil. L'eau est un bien utile, partiellement renouvelable, elle est menacée à la fois par le réchauffement climatique et par son utilisation désordonnée, voire incompréhensible parfois. Le prix de l'eau continuera de progresser, ce qui aura des conséquences sur les prix de l'alimentation. Donc la qualité des rejets de l'eau et son prix sont de vrais défis qui devront être pris en charge par le monde agricole. Pour le gas-oil, beaucoup de secteurs bénéficient d'exonérations ou de diminution de la TIPP mais connaissent malgré tout plus ou moins des difficultés. La période d'un prix du pétrole bon marché est révolue, et il faut progressivement s'orienter vers une ou des nouvelles mécanisations des transports, des machines agricoles. La première génération des biocarburants, n'est pas la solution. C'est la deuxième génération, issue de la biomasse, qu'il faut promouvoir. Il faut d'ores et déjà intégrer le fait que notre mobilité de demain devra changer.

Quelles sont les conditions pour que l'agriculture relève ce défi sociétal ? Au regard des échanges que nous avons eus au sein du Conseil Economique, Social et Environnemental, il apparaît que trois conditions sont à remplir. La première concerne les agriculteurs eux-mêmes. C'est-à-dire que le monde de l'agriculture, dans sa globalité, doit intégrer la nécessité de respecter l'environnement et la biodiversité, de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, et à la restauration de la biodiversité. Les agriculteurs peuvent être un exemple pour la société, encore faut-il que l'ensemble du monde agricole accepte et s'oriente vers cette démarche. C'est tout à fait possible, il reste simplement à convaincre le monde agricole. Ils doivent aussi pouvoir s'appuyer sur la recherche pour une agriculture plus économe en eau, en phytosanitaires, pesticides etc. Le bilan carbone lui aussi devra être appliqué au monde agricole.

La seconde condition est liée à la formation des agriculteurs, qui doivent avoir une meilleure vision des nouveaux modes de production qu'il s'agisse de l'agriculture durable, de l'agriculture biologique, de l'agriculture écologiquement intensive, ou encore de l'agriculture à haute valeur naturelle. Sensibiliser les nouveaux agriculteurs doit permettre de donner une autre vision du monde agricole et de l'associer à la société. Enfin la troisième condition est liée aux politiques publiques. En premier lieu,

les différents ministères devraient améliorer leur coordination. Les politiques publiques devraient être un véritable soutien aux agriculteurs pour assurer progressivement la prise en charge de la biodiversité dans les pratiques agricoles.

**Eric SCHMIDT** - Il faut convaincre le monde agricole, mais il faut bien avoir conscience que ce changement vers une agriculture plus durable comporte des risques, et Christophe Marchand ou Jean-Claude Lajous nous ont fait part de leur peur. Si on a envie de changer des pratiques, il faut également changer les politiques publiques, et c'est probablement une des clés. Vous avez évoqué la perte de la biodiversité, sa décroissance, les risques qu'elle entraîne. Ne pensez-vous pas que c'est une idée un peu limitative et que la biodiversité peut également être un facteur de développement, y compris dans les pays en voie de développement et y compris face aux urgences alimentaires ?

**Marc BLANC** - La biodiversité est, bien sûr, un facteur de développement, et c'est valable pour tout le monde. On ne connaît pas encore toutes les richesses que peuvent apporter les écosystèmes. Ils sont indispensables à la vie au travers des activités économiques et sociales, ne serait-ce que pour la fourniture d'aliments, de combustibles, la modération du climat, des inondations et des sécheresses, le renouvellement de la fertilisation des sols, etc. Un certain nombre d'entreprises prennent les devants, innovent, savent qu'elles ont l'obligation de prendre en compte l'environnement au sens large, mais elles restent encore minoritaires. Il est nécessaire de faire comprendre à l'ensemble du monde industriel, en incluant le monde agricole, qu'il faut changer les pratiques pour éviter d'aller au-devant de difficultés majeures à court terme. De même, les pouvoirs publics doivent mieux appréhender cette dimension. Un engagement a été pris en 2007, mais au regard de ce qui reste du Grenelle de l'Environnement aujourd'hui, on a quelques soucis à se faire. Il est regrettable que la structuration du gouvernement ne prenne pas en compte le développement durable en tant que tel et dans sa globalité, c'est-à-dire assurer le développement économique de l'ensemble des filières, en intégrant toutes les mutations à venir, le respect de l'environnement et toutes les conséquences sociales que cela induira dans le monde industriel.

**Jean-Claude LAJOUS** - Dans l'étude Bio Bio qui a beaucoup travaillé sur la biodiversité, il est apparu que j'avais deux fois plus d'abeilles que les autres. Je pense avoir trouvé en partie la réponse. Je semais des couverts végétaux et je n'ai donc pas eu le temps de broyer les jachères. Nous sommes convaincus que lorsque la récolte des blés et du colza est faite, les abeilles n'ont plus de place et qu'elles ont pu se réfugier là où il y avait les jachères. Selon la réglementation européenne, les jachères doivent être broyées au mois de juin, et je pense que ce n'est pas positif. D'autre part, j'avais sur mon exploitation deux fois plus de vers de terre, plus que chez les bio, parce que je ne travaillais pas les sols. Si on veut lutter contre les mauvaises herbes dans l'agriculture biologique, on est obligé de travailler le sol sur les quinze premiers centimètres et à mettre en difficulté la vie du sol. Ces deux projets méritent une journée spécifique car ils sont officiels et un important travail a été réalisé.

### **Echanges avec la salle**

**Thierry TETU, Université de Picardie** - La question d'un label peut faire avancer cette problématique notamment sur la partie agro-biodiversité qu'il faut différencier de la biodiversité. La problématique des abeilles est un bon point d'accroche, elle a

longtemps divisé le monde de la protection phytosanitaire, avec le gauchisme, et l'on s'est aperçu que le refuge est lié aux fleurs présentes et qui sont absentes après la récolte.

**Marc BLANC** - Aujourd'hui, les consommateurs ont besoin de transparence, avoir des labels est une nécessité mais le risque, c'est la multiplicité des labels.

**Bruno LEPOIVRE, Elu Chambre d'agriculture** - Changer de paradigme dans le monde agricole s'avère être une nécessité. Le réseau des agriculteurs est suffisamment fort pour épouser cette nouvelle agriculture. L'agriculture française est pénalisée par la mise en place d'une réglementation qui contrarie l'évolution de l'agriculture telle qu'elle existe. Ces questions se posent au niveau des pouvoirs publics. La politique environnementale n'existe nulle part ailleurs avec autant de pression. Les territoires sont mis sous cloche, c'est-à-dire que l'on donne la priorité à ne rien faire ou ne pas trop faire plutôt que de changer de façon de faire.

**Jean-Claude LAJOURS** - Un sol en bon état est un filtre. Suite à la pénurie de paille, j'ai échangé la paille contre du fumier. J'ai épandu 20 tonnes de fumier à l'hectare et j'ai fait les couverts végétaux, un mois après je ne voyais plus un brin de fumier dans le champ. J'ai laissé faire la nature du sol et cela a fonctionné. C'est une mécanique du sol sur laquelle nous ne sommes pas toujours bien informés.

**De la salle** - La Directive Nitrates, qui est un programme de remise en état des eaux, obligeait à enfouir les effluents de toute nature avec un calendrier extrêmement restrictif. Cela met donc en porte-à-faux les pratiques de Monsieur Lajours et de l'agriculture de conservation, et les pollutions sont des pollutions aériennes.

**Remi LESCENE** - Notre propos est de susciter et de proposer à nos partenaires producteurs des solutions pour aller plus loin et pourquoi pas travailler ensemble à l'évolution des décisions politiques.

**Jacques TROUVAT** - Il faut que nous acceptions de faire évoluer nos pratiques vers des pratiques qui donneront du résultat. Mettons en place une stratégie nouvelle avec des démarches nouvelles, que les juridictions professionnelles défendent cela, et demain nous aurons la qualité de l'eau. Les politiques publiques ne sont pas les seules problématiques.

**Maximilien ROUER, Fondateur de l'Association l'Agriculture écologiquement intensive** - Ivo Melo, que représentent 25 millions d'hectares de soja au Brésil aujourd'hui et quels sont les freins que vous identifiez ?

**Ivo MELO** - We have almost 50 million hectares of grain production, and 25 million hectares under no-till according to the Brazilian government, but in my view closer to 30 million. But what kind of no-till or conservation is the issue! We have a plan with the hydropower plant on the Parana River for improving water quality. They have invested with the farmers' associations to reduce run-off, but without results being of the quality they expected. Land management practice varies. Government subsidies for no-till have placed many machines in the hands even of small farmers, but they are

sometimes used to revert to worse practice. A scoring system for farmers has been introduced to assess how close they are to standards set by the research institutes—GHG emissions, soil erosion, water quality etc. The future challenge is to connect farming practice to scientific data collection. Good environmental practice must be paid for to the producers, because if not, they will revert to plowing, out of the understandable need for profit.

**Eric SCHMIDT** - Marc Blanc, vous plaidez pour que le Conseil Economique Social et Environnemental suive le processus d'élaboration et d'évaluation des politiques de la biodiversité. Vous avez exprimé le vœu de faire un état des lieux de la prise en compte de vos recommandations, serez-vous au rendez-vous ?

**Marc BLANC** - Oui, parce que le Conseil Economique Social est devenu environnemental suite à la dernière réforme de l'Etat dans ce domaine. Nous avons un groupe « Environnement » issu des associations environnementales qui fera en sorte que notre engagement soit respecté.

## Table ronde n°2

# L'agriculture durable, de la réussite d'un modèle à sa généralisation

*Introduction*

**Konrad SCHREIBER**

*Présentation du rapport « Agriculture 2050 »*

*Témoignage*

**Amir KASSAM**

*Université de Reading (UK), UN Food and Agriculture Organization (FAO), Tropical Agriculture Association (UK)*

*En présence de*

**Tomas GARCIA AZCARATE**

*Conseiller économique à la Direction générale « Agriculture et développement rural » de la Commission européenne, responsable pour la coordination et l'analyse économique à court terme des marchés agricoles*

**Tom GODDARD**

*Conseiller, Service Agriculture et Développement Rural, Alberta (Canada)*

**Anna TRETENERO**

*Vice-présidente de l'Association Italienne d'Agriculture de Conservation (AIGACOS)*

**Theodor FRIEDRICH**

*Crop Production Systems Intensification - FAO Plant Production and Protection Division*

**Peter-Erik YWEMA**

*Directeur général de Sustainable Agriculture Initiative BRUXELLES*

**Eric SCHMIDT** - « Produire plus et mieux avec moins » est le mot d'ordre des politiques agricoles française et européennes mais quelle est la réalité de cette politique, quels en sont les outils ?

**Konrad SCHREIBER, Rapport « Agriculture 2050 »** - L'idée de l'IAD était de passer du discours aux actes. Nous avons rédigé un rapport « Agriculture 2050 ». La réglementation s'applique aux vieilles pratiques, celles qui polluent, nous allons donc voir comment rentrer dans une démarche de progrès. L'agriculture doit fournir en permanence à l'ensemble de la société le gîte et le couvert. Partant de ces fondamentaux nous allons revisiter nos modèles. La nature nous montre un exemple où finalement avec rien il s'agit de produire beaucoup. Protéger la biodiversité, cela risque de coûter très cher. Tout dépend des plantes, sans les végétaux il n'y a rien sur terre. Les plantes produisent de la biomasse, et cette biomasse est consommée pour remettre du CO2 dans le circuit. Nous le mettons en mouvement dans une trilogie, produire, utiliser, recycler, de façon à parfaire un cycle de durabilité. Dorénavant la durabilité ce n'est pas la croissance, nous risquons de manquer de ressources, ce n'est pas non plus la décroissance puisque en ne produisant rien nous aurons du mal à partager. La durabilité va s'inclure dans le cycle de l'écosystème qui va devenir le modèle de l'agriculture.

Le Millenium Ecosystem Assesment nous montre qu'à partir du moment où nous respectons le cycle des nutriments dans le sol, que nous développons la formation des sols fertiles, nous produisons tous les services écologiques que la société demande. C'est-à-dire de l'alimentation, de l'énergie, des matériaux. Nous régulons également le climat et nous produisons de l'eau propre. Par le rendement maximum des végétaux nous alimentons le cycle des nutriments et la formation du sol. Le sol est une production du monde végétal, ce sont les plantes qui construisent les sols dont elles ont besoin pour se développer. En faisant cela nous pourvoyons aux besoins actuels et aux besoins des générations futures. Des experts se sont posé des questions sur le développement du paiement des services écologiques pour inciter les agriculteurs à changer de pratiques. C'est un débat que nous avons repris dans notre rapport 2050 car donner des primes à une personne qui travaille mal n'est pas tenable. L'agriculteur devra intégrer le carbone dans son management, gérer de la matière organique, la produire pour rendre tous les services à la société et la société pourrait aider l'agriculteur à progresser par un paiement de services rendus. La première étape qu'il ne faut pas manquer c'est le retour du carbone de la biomasse au sol pour nourrir l'activité biologique, entité de recyclage, de façon à construire, protéger et réduire les problèmes environnementaux. Ce type de développement pourrait être un développement mondial avec une perspective importante.

**Eric SCHMIDT** - La FAO parle d'une intensification de la production agricole qui doit être sous-tendue par une approche éco systémique.

Amir, you wear three hats, Professor at Reading University; Senior Adviser to FAO, and Convenor of the Land Husbandry Group with the Tropical Agriculture Association, author of Save and Grow published by the FAO. You say here it is unrealistic farmers will adopt sustainable practices out of environmental considerations alone—institutional change is necessary. Yours is a “policy-makers’ guide to sustainable intensification of small holder crop production.” The question before this round table is whether policy-makers still have the choice? and why is progress lagging the needs of the situation?

**Amir KASSAM, Université de Reading, FAO** - The search for sustainable agriculture is complex and dates back to the first Environment conference of 1979. Within 20 years of WWII we were visibly degrading our environment, much more out of ignorance than willful damage. But this goes back thousands of years, as shown in the book *Dirt: the Erosion of Civilizations* by David Montgomery. The root cause

starts with unthinking disturbance of the soil base. Secondly a system is in place, and we are now talking about a paradigm change. One day we thought the world was flat, and the next day we were told it was round. We are looking at a big shift, a system change at the global level. But over the last 70 years farmers have been experimenting, starting with the dust bowls and the 70s realization that there is another model. This took time because academic science did not support them. But a change took place in the last 15-20 years. We all now realize that farming can be undertaken quite differently. In the FAO, we say proof of concept is done. The new approach works everywhere, although generalization and scaling up has not started everywhere. Education is key: for policy-makers and institutions. The FAO is constantly criticized for not knowing what the vision is, but for the first time, after a solid 10 years' work, it has discovered general principles which can be applied in an adaptive way in different locations. These are: do not disturb the soil mechanically. Enhance it by feeding the system with organic matter. Keep it protected. Keep it diversified, as nature does. This is not simply FAO agriculture, Global stakeholders decided this was agriculture which conserves. A global congress was held in Spain in 2001, initiating a process with a 10 year history now. The three pillars of conservation agriculture are scale-neutral but require local solutions to solve local issues. All forms of efficiency are enhanced. Integrated management (of pests or water, etc.) starts a virtuous circle including less inputs. We get more for less, hence the title of the FAO paper Save and Grow. At any level we can do better. Take this farm in Europe, of which there are many. If we applied a sustainable model, we would have to close it down. But the current policy framework supports it. We are nowhere near an appropriately supportive policy framework. In the next 20–50 years we are moving into a custodian mode of management. In the Parana basin in Brazil, an area half of France, management is integrated and harmonized. An equivalent approach is everywhere necessary.

**Eric SCHMIDT** - Tom Goddard, you are involved in soil conservation technologies, GHGs, etc., and were the recent editor of No-till farming systems. The Canadian authorities first seek competitiveness, and second to reduce GHG emissions. Their websites on no-till agriculture are of great interest. You consider that conservation practices reduce GHG emissions, will adapt to climate change and will improve sustainability levels for a growing world population. What is the virtuous cycle you advocate? In Canada no-till agriculture in 1991 was at current levels in France, and in 2006 about half of the territory is in no-till production.

**Tom GODDARD, Conseiller, Service Agriculture et Développement Rural, Alberta (Canada)**- The Provincial Government of Alberta has a large output because of oil and gas, and hence is looking further ahead perhaps, than at national level. We were one of the first to adopt a carbon cap and trade system, and realize the role of agriculture, including carbon offsets. No-till farmers can contract to show how much carbon is sequestered in the soil, and be paid for it. Conservation agriculture systems imply diversity of the crops grown. The greater the diversity of a system, the greater its ability to withstand extreme events, including climate change. Residue is important in discouraging moisture loss, enhances rainfall infiltration, and change run-off volumes, while also being a thermal regulator, potentially enhancing yields. Uncertainty is a factor to allow for. Agriculture can adapt to gradual but not to extreme and locally unpredictable change. Hence the importance of conservation agriculture, acting as buffer against extreme weather events. We have therefore at provincial government level implemented changes in terms of indemnities for crop losses by making insurance cover conditional on implementation of recommended agricultural techniques, or by farm-scale measurements of fuel consumption, to determine real levels of fuel savings, up to 30%, to which government incentives tend.

In a survey, 80% of farmers replied that they had acted to adapt in some way to climate change. No-till agriculture scored high as one way to adapt. To learn how to adapt means talking to one another within the farming communities. A visitor to us from Australia was shocked at our poor water management techniques. When the farmers from drier areas of Alberta met colleagues from the wetter areas, they discovered very different concepts of "drought" or moisture risk. Understanding and learning is important. Data are always important. You can only manage what you can measure. We call this the "Digital Footprint" of the farm. We've increased the number of weather stations, both provincially and nationally. The bankers approve of conservation agriculture as being lower risk, and know that conservationists are better managers, while real estate values hold up if erosion is checked. At governmental and administration level, we have recognized that conservation growing connects to food quality and health issues and are broadening our policy outlooks accordingly. I have almost weekly contact with the Environment and with the Forestry and Natural Grassland administrations. I make sure that agriculture is fairly represented in their policies, and likewise, they work with us on biodiversity and environmental monitoring. Ministries work together to move the paradigm change that's needed.

**Eric SCHMIDT** - En Europe où crise financière oblige, on parle beaucoup de convergence écologique. C'est peut-être un peu moins vrai dans le monde rural. Tomas Garcia Azcarate, votre instrument, c'est la PAC. Pouvez-vous nous dire comment vous envisagez la convergence entre les objectifs de durabilité affichée et la PAC telle qu'elle est proposée. Les mesures agroenvironnementales incitatives de la Commission ne sont-elles pas un peu légères vis-à-vis des enjeux ?

**Tomas Garcia AZCARATE, Conseiller économique à la Direction générale « Agriculture et Développement rural » de la Commission européenne, responsable pour la coordination et l'analyse économique à court terme des marchés agricoles** - C'est un sujet particulièrement important pour nous. Le rôle de l'Europe n'est pas d'alimenter le monde, mais d'aider le monde à s'alimenter, ce qui n'est pas du tout la même chose. Une des critiques souvent faite à la réforme de la PAC est qu'elle va à contresens avec le besoin de produire plus. Derrière cette réforme, nous avons une profonde conviction. Il est vrai que nous allons avoir neuf milliards d'habitants, qu'il faudra produire plus au niveau mondial, et que la demande de céréales et leur prix vont continuer à se maintenir à des niveaux sensiblement supérieurs que par le passé. Dans ce contexte, il y a un vrai risque d'intensification de l'agriculture céréalière européenne, et nous ne sommes pas disposés à l'accepter, car elle conduira l'agriculteur à une monoculture pratiquement céréaliste en retournant les prairies permanentes, en faisant des céréales car c'est ce qui marche. En faisant cela, nous allons briser le lien avec le citoyen, avec les attentes sociétales. Et on finira avec le soutien public à l'agriculture. Or, on ne maintiendra pas l'agriculture européenne diversifiée sans un soutien public important. Si on veut maintenir l'agriculture sur l'ensemble du territoire et un soutien public important, il faut impérativement militer contre cette intensification céréalière.

A Bruxelles, nous tirons à la grosse Bertha. C'est la raison pour laquelle nous fixons des objectifs au niveau européen et que les moyens de les mettre en œuvre sont fixés à l'Etat membre. Vu la résistance de la profession agricole vis-à-vis de tout ce qui signifiait mariage agriculture et environnement, au lieu d'avoir une politique de collaboration mutuelle, nous avons eu une politique d'affrontement.

Nous sommes dans un contexte de crise budgétaire. Nous nous battons pour avoir un gel du budget, mais c'est loin d'être acquis. Nous avons les fameux deux piliers. Le premier n'est pas financé. Le deuxième pilier est cofinancé. Le second pilier, les mesures environnementales, s'applique à environ 20% du territoire. Le premier

s'applique à 100% du territoire. Je suis convaincu que tout ce qui va signifier du cofinancement national ou régional sera très compliqué dans les prochaines années. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que le premier pilier commence à fournir des services environnementaux sur l'ensemble du territoire. Ce verdissement du premier pilier est un élément essentiel pour éviter cette intensification céréalière. Pour la première fois, un système productif reconnu, certifié, homologué au niveau européen, contrôlé, est exempté de ce verdissement puisqu'il remplit ses fonctions. Ce n'est plus telle ou telle mesure qui est prise en compte, mais le soutien à un système. L'agriculture intégrée, l'agriculture raisonnée, l'agriculture écologiquement intensive, l'agriculture de conservation n'ont pas encore de cadre européen. Une porte s'ouvre vers des systèmes productifs globaux qui fournissent un service global. C'est une piste à creuser.

Nous allons essayer de maintenir le deuxième pilier en donnant une grande importance à l'environnement. Le deuxième pilier représente environ 20% du budget et la loi environnementale représente 25% du deuxième pilier. C'est bien mais battons-nous pour verdier vraiment le premier pilier. Un point est très prometteur, c'est le retour de la recherche agricole. Elle doit être liée à la recherche, mais nous avons perdu le lien entre les chercheurs et les agriculteurs. Quand on dit recherche agricole de retour, 4,5 milliards sur les prochaines années, ce n'est pas une quantité négligeable. C'est non seulement sur des objectifs de recherche que nous allons dessiner ensemble la communauté agricole, mais surtout faire en sorte que le pont soit fait entre recherche, agriculture, développement etc.

**Eric SCHMIDT** - Quel est le frein le plus puissant ? Les égoïsmes nationaux, la résistance au changement, ou simplement le fait qu'il n'y ait pas de définition très précise de ce qu'est l'agriculture durable ?

**Tomas Garcia AZCARATE** - Le frein essentiel est un problème de mentalité, de blocage culturel, de changement de paradigme, de modèle dans la manière dont les agriculteurs produisent et dont les administrations travaillent.

**Eric SCHMIDT** - Anna Trettenero, vous avez vu en Argentine des exploitations de 3 000 ha avec trois agriculteurs, trois tracteurs. Vous êtes engagée syndicalement dans votre région, vous êtes vice-présidente de l'AGACOS. Vous parlez « d'agriculture bleue ».

**Anna TRETENERO, Vice-présidente de l'Association italienne d'Agriculture de Conservation (AIGACOS)** - Blue agriculture aims to preserve water and air quality. Crop rotation, cover crop and soil must be covered all the year round. No till. That's it. It's basically what Amir was saying. I have learned from farming and agronomy in Argentina that "conservation" or minimum till is completely different from continuous no-till, like pears and apples. To go over to minimum till is no more difficult than substituting new sowing equipment for the plow. But to switch to a completely different mentality, continuous no-till, with crop rotation and cover crop, you need to evolve intellectually, adopt exchange with others over problems or difficulties. It's a change in mentality, a holistic view of agriculture that is completely new. It's a challenge and not easy. Moreover, learning from others is one thing, applying knowledge on one's own farm is another! Most of the time the advice received is inoperative, due to local differences. Ivo Melo from Brazil mentioned this—we bought seed from other countries, especially South America, but they needed adaptation. It is really difficult, unlike minimum till, which is a matter of just doing it.

**Eric SCHMIDT** - Vous avez rencontré des blocages, des difficultés, notamment avec l'enseignement supérieur, avec l'industrie mécanique. Au-delà des difficultés, vous persévérez et vous avez engagé un programme dans le cadre de la mesure 214 du deuxième pilier de la PAC. Pouvez-vous nous parler des bénéfices et de cette action ?

**Anna TRETENERO** - The idea started in Regione Veneto. It's very simple. No till, crop rotation, cover crop. This type of farming could be certified carbon farming tomorrow morning. The first year was 3,000 hectares in Veneto under measure 214. Lombardia, the Milan region, started last year. Many more hectares are actually cultivated in this way by others who are unwilling to accept the all constraints of the method. These farmers are not so worried as others as to what will happen in 2013, because they are seeking alternatives.

**Eric SCHMIDT** - Cette mesure 214 est-il l'outil de transformation des mentalités et des pratiques ?

**Tomas Garcia AZCARATE** - C'est indéniablement un des outils. Je vous rappelle qu'en 1992, un milliard sur sept ans était prévu, et nous en sommes à quatre milliards par an aujourd'hui. Je continue à croire que la meilleure façon de convaincre l'agriculture de rendre compatible écologie et environnement, c'est la politique des prix, des marchés. Pour ce qui concerne la PAC post-2013, la réduction de la fragilité des exploitations et de la dépendance des intrants externes, la réduction de la volatilité des rendements, la diversité des cultures sont des éléments qui commencent sur la ferme. La gestion de la PAC future et de l'agriculture future commence là. Un exemple, le secrétaire des relations internationales des jeunes agriculteurs français est passé du tout maïs soja à l'herbe en perdant sur le court terme, mais en diminuant sa fragilité et son exposition aux aléas des prix. Il y a un déclin à prendre au niveau de la ferme, j'écoute ce qui se dit ce matin avec plaisir.

**Eric SCHMIDT** - The Sustainable Agriculture platform is a not-with-profit organization to facilitate the sharing of knowledge. What are the needs of stakeholders in the food chain? Do they provide ecological services? Can mentalities change, so that ecological services receive payment?

**Peter-Erik YWEMA, Directeur général de Sustainable Agriculture Initiative, Brussels** - I hope so! I represent a lot of food companies globally, who have an interest in and work along your lines. It is a joy to see the work you are talking about. The value chain is deeply interested. Your clients, the big food internationals are as interested in this work as you. We need our raw materials to be good, safe and reliable. This includes sustainable relations, which means working on the way we collaborate. We are faced with a paradigm shift, and need not just what "business" provides, but our imagination and guts can tell us. René Magritte painted this egg, and saw its potential, as we must in sustainable agriculture. In most of my presentations around the world, I state that the way we produce is wrong—which is widely acknowledged, the Economist journal among others being full of informative articles. Another time bomb under farming is the average age of 57 for farmers/ The young generation must be involved. Water shortage, nutrient depletion, phosphorus are serious issues. I am not an expert, simply a reflection of the interest in your profession from the buyers. Last but not least, price volatility is maybe not a big problem in France or Europe, but a difference between life and extreme hunger in other parts of

the world. Land grab takes different forms: we take a land area the size of Germany to produce feed for animals in Europe. Sealing the soil in Europe, every year we seal a land area the size of Cyprus under infrastructure. This is therefore a cultural issue too as I was pleased to hear at this conference. Agriculture brings people and cultures together, is fun and delicious. We have tended to reduce agriculture to mere efficiency. But it is a part of our culture.

For my part, the Sustainable Agricultural Initiative was set up 10 years ago by the global food industry, Nestlé, Danone and Unilever as founders. We now have over 40 big members globally, who share an interest in pre-competitive collaboration and align views on sustainable agriculture. We have principle for sustainable agricultural practices. We do not prescribe. It is a view, from the buyers of your products, as to what sustainable agriculture might look like; in order to engage in discussion on how to bring it about. A knowledge network of corporate experts, not an advocacy group. It is meant to support the whole food value chain.

Why is sustainable agriculture so difficult? It means systemic change. Farming is economically optimized, so change has cost implications. But is this true? Even so the business case is not easy. No single party can make the change alone, we need to collaborate, practically. The supply chain is a linear system, the products and the money flows easily, but the information only stumbles through. The final consumer does not understand what the producer does. Nor does the farmer necessarily understand what the consumer wants. In Uganda, smallholders were selling the red berries to Nestlé or others, but did not know that the mizungus, the white people, did with the berries. Until a small project made coffee locally, and introduced people to the taste of coffee. All sides of the value chain need educating. Sustainable agriculture must make sense for the farmer. In our view, this means better pricing, lower inputs, conversion into efficiency. It must work on one or more such elements. Keeping the soil healthy, biodiversity.

Is sustainable agriculture more costly than traditional? All investments have an optimum for their yield. Many farmers are on a curve when yield and revenues can rise at the same time as do sustainability indicators. The difference if any between the two yield curves of sustainable versus traditional, could be dealt with as an externality, a cost borne by the many rather than a few. Change is happening. Buyers are working pre-competitively on their view of what sustainable agriculture is. Much knowledge is available, and can be put to use for extension. Consumer awareness is growing. Governmental policies are more defined. A younger generation is arising with a willingness to solve these issues.

**Eric SCHMIDT** - Thank you for this view from the supply chain. Theodor Friedrich, you are a Senior Office for crop production systems at FAO. From your global experience, how can sustainable agriculture become a key point of a new international strategy on agriculture? What is the direction for Europe?

**Theodor FRIEDRICH, Crop Production Systems Intensification – FAO Plant Production and Protection Division**- These questions have already been addressed this morning! How can sustainable agriculture be a focal policy for the future? We need to produce more food, but agricultural output growth is not keeping pace with population growth. A paradigm shift is therefore absolutely necessary. Without it we cannot feed the 9 billion in 2050. Yields in South Asia, focus of the “Green Revolution” are decreasing. Yields in Europe are not shooting through the roof and we pay more and more for fertilizer and inputs just to maintain levels, not to mention the increasing environmental costs. Climate change is impacting Europe, albeit slowly. This picture shocked me. This is the very place, in Jordan, where Moses

showed the Promised Land to his people. Now it is a desert. This is not climate change, but the hand of man on the soil. The book *Dirt: the Erosion of Civilizations* by David Montgomery is worth reading to find out why no-till is essential. Is sustainable intensification as in the Save and Grow concept possible? Conservation agriculture is a fundamental pillar, but complemented by all other known best practice, such as integrated pest management, integrated nutrient management and biodiversity. The key element is to renew the productive capacity of the soil and reduce environmental footprint and hence achieve sustainability.

Europe's role? We work as a global organization, trying to promote this sustainable intensification. We are seen as a technology leader. But when I speak to the Chinese, they say, why should we do this, Europe, the technology leader does not? They ask us to lead in sustainability. Europe is an important donor, which influences the agenda. But if sustainable agriculture is not on the agenda inside Europe, it will not be on the donor agenda either, and there will be no projects. We should have responsible policies ourselves. But much of our livestock production is based on imported feed, which creates environmental problems elsewhere in the world, among other things. European environmental policy supports biofuels without looking at their provenance. Our production depends highly on inputs. What happens if these inputs bring peak phosphorus? The environmental footprint in Europe is an issue: high nitrate and phosphate levels, the Baltic Sea...Conventional agriculture cannot continue in Europe, not to mention climate change. A sandstorm in Germany, harking back to the dustbowl of the United States, killed people on a highway last year. No year goes by in Europe without major floods. The root causes must be addressed.

Do we have the right answers in Europe? Restrictive regulations are probably not the right answer. Capping inputs is valueless without change to the production system. Capping inputs reduces outputs, which no farmer wants, and will not affect pollution levels. The *soil well treated* acts as a filter, and the farmer in so treating it, cuts fertilizer input automatically. A better approach is to support Save and Grow type agriculture. Reducing waste in agriculture will solve pollution problems, rather than just prescribe limits to inputs. Real life examples from Europe testify to success. IAD is an example, whose President has farmed in this way for more than 10 years. Things work, they happen. But European policy ignores this opportunity. Save and Grow is the agriculture of the future, but might be the future of agriculture.

## **Echanges avec la salle**

**Jean-Charles DELEBECQ** - Je suis agriculteur et responsable agro-ressource et agro-matériaux à l'Agence régionale d'Innovation Picardie. Monsieur Ywema a beaucoup parlé de la demande sociétale à travers l'alimentation, en quantité et en qualité. Il ne faut pas oublier cet aspect, car c'est avant tout ce qui nous fait vendre nos produits.

**De la salle** - Je travaille en agriculture de transformation depuis 1995. Nous avons créé une société de conseil indépendante et nous suivons 230 agriculteurs. Ma remarque et ma question s'adressent à Monsieur Garcia Azcarate. Les agriculteurs ne sont pas un frein à l'agriculture de conservation, et la majorité d'entre nous sommes convaincus. Nous avons la chance d'avoir des retraités de l'Inra qui viennent nous expliquer leurs recherches. Nous avons fait venir un chercheur brésilien qui nous avait expliqué qu'ils mettaient chaque année en place directement sur le terrain ce qu'ils avaient expérimenté l'année précédente. Chez nous, on attend une vingtaine d'années, ce qui est un peu long. Des réformes seraient déjà à faire à ce niveau. Vous avez parlé de la monoculture des céréales. J'aimerais savoir ce que vous comptez faire

au niveau européen pour promouvoir des cultures très utiles pour nous en agriculture de conservation, à savoir les légumineuses, pour essayer de résoudre les problèmes avec l'OMC, et inciter les agriculteurs et les filières ; sachant que la luzerne s'effondre, qu'on ne fera bientôt plus de protéagineux. Ce sont des plantes très économiques, qui nous fourniront de l'azote. Nos amis étrangers ont des climats très différents, nous travaillons sur les secteurs Est de la France, qui sont assez froids, avec des taux de matières organiques ridicules. Or, l'agriculture de conservation ne repart pas instantanément en suivant les réglementations, en s'empêchant de localiser les engrais et de faire des cultures productrices d'azote comme les légumineuses. Que comptez-vous faire pour nous aider ?

**Tomas Garcia AZCARATE** - Si vous étiez conseiller à la Commission et qu'on vous posait cette question, et sachant qu'au niveau de l'OMC vous ne pouvez pas attribuer d'aide spécifique à un produit, vous arriveriez rapidement à la conclusion qu'il faut obliger les agriculteurs à avoir plusieurs cultures sur leur exploitation et promouvoir la rotation à travers l'agroenvironnement. Et que propose la PAC 2013 ? Trois cultures au moins sur l'exploitation, avec un maximum de 70% d'une des cultures, et nous voulons favoriser la rotation à travers les mesures agroenvironnementales. Pourquoi n'a-t-on pas obligé à la rotation pour le premier pilier ? C'est un problème de contrôle et de coût administratif. Si vous conditionnez l'aide à l'existence d'une rotation, vous conditionnez le paiement de l'aide à l'existence de la rotation. S'il s'agit d'une culture de tournesol ou de maïs fourrage semé vers le printemps, vous retardez tout le processus de paiement de l'aide annuelle à la vérification du respect de la réglementation. Dans ces conditions, vous retarderiez tous les paiements des agricultures d'un an. Pour éviter ce problème de retard et de nécessité du contrôle, il nous a semblé plus simple d'avoir à constater la présence de trois cultures sur l'exploitation et de promouvoir la rotation à travers l'agroenvironnement. C'est la réponse que nous avons trouvée pour contourner cette difficulté. Mais nous reviendrons à la charge dans trois ou quatre ans pour agrandir la brèche que nous aurons ouverte ensemble.

**Philippe GODEFROY, membre de l'Association BASE, Bretagne** - L'association BASE travaille sur le semis direct depuis plus de dix ans. Je souhaite réagir aux deux films qui nous ont été présentés, et sur la citation de l'agriculteur « tout est facile ». Si les agriculteurs qui s'engagent dans ce processus de semis direct maintiennent pendant quatre ou cinq ans les intrants qu'ils utilisaient en conventionnel, ils ont une perte de revenus liée à une perte de minéralisation des sols, c'est-à-dire un manque de fourniture du sol en azote, et ils sont obligés de compenser. Plus la gestion des nuisibles. Ce n'est donc pas facile.

**Laurent POIRIER, agriculteur** - Je suis agriculteur dans le Cher et membre du conseil d'administration de Jeunes Agriculteurs. Le Cher est une région où nous pratiquons la rotation à trois cultures, et ce serait intéressant de connaître l'intérêt de la protéine dans nos exploitations. A quand le travail de l'OMC pour revenir sur ce partage des céréales et de la protéine ?

**Konrad SCHREIBER** - C'est relativement simple de répondre au problème de la protéine. Tout le monde pense qu'on ne peut pas faire, ce qui est totalement faux. Si vous décidez de semer une protéine sur votre ferme, une légumineuse, vous pouvez le faire. Aujourd'hui, les couverts végétaux sont utilisables en mélange légumineuses à 90/10, et vous respectez la réglementation puisque vous avez mélangé. Nous aimerons que la directive « nitrates » localement nous fasse évoluer ce seuil à 100%. Je pense

que cela pourrait arriver. Aujourd'hui, on travaille en monoculture de maïs, en intégrant des légumineuses en mélange dans les couverts végétaux, capables de nous produire 200 kg d'azote. Autre débat sur le lait durable. Nous savons produire dans les réseaux 9 000 litres de lait autonomes sans soja, et ensuite vous pouvez acheter du soja, mais vous pouvez aussi le produire. Il suffit de décider de le faire et de réorganiser votre chaîne d'approvisionnement ou de distribution. En fait, cela ne dépend que de vous.

**De la salle** - Je travaille au ministère de l'Agriculture sur l'évolution des mesures agroenvironnementales. Il existe un important décalage entre le discours de ceux qui préconisent d'aller vers des paiements pour services environnementaux à des systèmes globaux et les outils mis à disposition. Comment voyez-vous l'évolution et peut-on espérer à court terme avoir un vrai outil de paiement de services environnementaux ?

**Tom GODDARD** - We need tools applicable to nations, regions and farms, and often not the same tool, although the intent is the same. We use agricultural national census data at one level, but at farm level we have not such good tools. Also policy-makers have to get information from all sections of society, scientists and industry. In the event of non-concordance of opinion, it's up to the farm groups to ensure that communication and agreement is fostered. Some of the most effective researchers engage with farmers directly, in whose farms some of the important steps forward are made. If all engage, the information will flow up to the policy-makers.

**Tomas Garcia AZCARATE** - Ma réponse sera beaucoup plus pragmatique, je parlerai de la schizophrénie du fonctionnaire. D'un côté, un fonctionnaire national doit se battre pour garantir que l'argent de Bruxelles arrive. Il a donc tout intérêt à ce que les exigences ne soient pas trop difficiles à remplir. Il a ensuite l'obligation de garantir que l'argent, une fois arrivé, est dépensé. De l'autre côté, il y a la pression sociale et les besoins et il faut accompagner, aider les leaders d'opinion à aller de l'avant. Avec l'austérité ambiante, on va devoir concentrer les efforts sur les mesures qui ont vraiment le plus d'impact sur les objectifs soit de Grenelle, soit de Rio +20. Nous allons vers une phase de restriction budgétaire et vu l'ampleur des besoins, on ne pourra se permettre le luxe de ne pas concentrer le soutien public pour aider ces pionniers, ces leaders d'opinion, ces effets multiplicateurs à baliser la route que l'ensemble du troupeau devra prendre dans les années à venir. Nous le verrons dans les prochains programmes de développement durable. Concernant le mécanisme de calcul de l'aide, on pourrait évidemment changer l'OMC, mais s'il faut attendre de le changer pour commencer à travailler, cela risque de mettre un peu de temps. Je préfère travailler avec ce qui est mis à notre disposition.

# Intervention

d'

**Agnès LEBRUN**

*Député européen (groupe PPE),  
Commission Agriculture et Développement durable*

Un député européen est élu pour ses convictions, il s'autorise donc à ne pas être d'accord et à ne pas tout défendre, mais aussi à défendre assidûment et passionnément quand ce qui est exposé est à la hauteur de ses convictions. C'est aussi une caisse de résonance de ce que lui disent les euro-administrés. Je suis Eurodéputée du Grand Ouest. La région Bretagne a la particularité d'avoir un nombre de kilomètres extrêmement important de côtes, et pour autant d'être extrêmement importante au niveau de sa production agricole et agroalimentaire, c'est-à-dire que l'économie de la région repose sur l'activité agricole et agroalimentaire.

Je suis membre titulaire de la Commission Agriculture, aux côtés de Michel Dantin, pour mon groupe politique qui est le PPE. Lorsque les dirigeants européens se sont réunis à Stresa en 58 pour donner leurs grandes orientations à la politique agricole commune, la question de l'impact de l'activité humaine était totalement négligée, pas par défaut d'idéologie, mais par urgence, mais aussi par défaut de connaissance. La démographie européenne croissait très rapidement, et cela a été l'œuvre d'une génération entière de remplacer les méthodes anciennes par des méthodes nouvelles. Oublier cet acte fondateur aboutit aux excès actuels à l'égard du monde agricole et des agriculteurs. Dans un premier temps, on a produit beaucoup plus avec beaucoup moins et tiré un très grand confort. Mais les limites du modèle ont très rapidement été atteintes par la surproduction et les dégâts observés sur les écosystèmes. Mais le changement n'avait pas été anticipé.

Nous sommes dans une période de grande mutation. Ce serait une erreur idéologique de penser que les agriculteurs se moquaient des conséquences sur les écosystèmes, mais il y avait d'autres préoccupations et un manque de connaissance. Un grand nombre de jeunes agriculteurs ont beaucoup évolué par rapport aux générations précédentes, mais ils ne supportent pas l'idée qu'on ait pu imaginer que les agriculteurs de moquaient d'abîmer leur outil de travail.

J'avance avec des convictions. Je prends l'exemple des nitrates. La directive « nitrates », c'est aussi la façon dont les Etats membres s'emparent du transfert de cette directive. Les efforts énormes fournis par les agriculteurs français produisent leurs effets, mais l'on passe plus de temps à parler de ce qu'il leur reste à faire que des conséquences positives de ce qu'ils ont déjà fait. Si l'on veut qu'ils soient dans une position constructive, il faut commencer par être constructif avec eux. On a parlé de collaboration, d'alliance, faisons les choses ensemble.

Le rôle du député a beaucoup changé depuis la ratification du traité de Lisbonne, c'est-à-dire que là où nous exprimions des idées, nous pouvons maintenant défendre nos convictions politiques et nous pouvons aussi décider. Je forme à la fois un souhait et une mise en garde. Je forme le souhait que ce qui nous réunit ce matin se produise encore et longtemps, parce que c'est bien dans les échanges, dans la rencontre avec les autres, dans l'exposé de ce qui a été fait dans les différents pays, dans les différentes corporations, que nous avancerons. La mise en garde concerne l'instrumentalisation idéologique de ce qui nous préoccupe aujourd'hui. C'est le plus mauvais des chemins. Pour l'instant, il y a quelques petits cailloux blancs qui ressemblent beaucoup à des instruments idéologiques. Avec nos collègues d'autres

partis nous arrivons à avancer car nous sommes conscients de la nécessité à faire évoluer les choses dans le respect de l'économie des pays, de l'Europe, dans le respect d'une profession. C'est la raison pour laquelle il faudrait investir encore davantage dans la recherche et l'innovation. Et dans le respect des plus jeunes générations dont nous avons besoin. Je crois qu'il faut insister beaucoup sur l'installation des jeunes agriculteurs, sur les mesures d'accompagnement, car c'est d'eux dont dépend l'avenir de notre terre, mais aussi l'avenir de notre agriculture, et de notre économie.

# Présentation du logiciel développé par l'Institut d'Agriculture Durable : Un modèle clé en main

**Konrad SCHREIBER, APAD, Chef de projet IAD** - Nous avons commencé à comprendre qu'un schéma de développement pourrait voir le jour, que la nature pourrait être ce modèle, que les agriculteurs gestionnaires de l'espace et du territoire pourraient s'approprier tous ces grands principes qui produisent énormément, tous les services écologiques dont la société aura besoin, la question étant de savoir comment faire dans la pratique pour mettre les agriculteurs et les partenaires au travail afin que les outils produits par la révolution verte, les innovations en cours de production et celles à venir s'intègrent correctement dans notre développement. L'objectif est de mesurer le résultat. Dès lors que je vais faire de l'agriculture durable, je vais être responsable de mon action. La responsabilité est d'abord individuelle avant d'être collective.

Produire des sols fertiles est un service écologique que l'agriculteur va se rendre à lui-même. Plus j'aurai d'activités biologiques dans mon champ, plus j'aurai de réserves génétiques potentiellement utilisables, pourquoi pas dans la phytopharmacie demain. Le génie génétique entraînera des innovations dont nous mesurons à peine l'ampleur aujourd'hui. Un sol en bon état sera un filtre extraordinaire pour l'eau. On va commencer à produire en évitant d'émettre des GES, et faire une agriculture carbone free. On produira aussi de l'alimentation, de l'énergie, des matériaux biodégradables.

Dès la création de l'IAD, notre objectif était simple. A partir du moment où fais le postulat de ma responsabilité en tant qu'acteur, de quoi suis-je responsable ? Pour être responsable de ma démarche de progrès vers la durabilité, je me dote d'outils pour mesurer des résultats. Nous avons mis en place des indicateurs que l'agriculteur est capable de manier tous les jours compte tenu de sa culture et de ses compétences. Nous avons fait un grand benchmark mondial et nous avons trouvé sept thèmes. Nous avons trouvé 28 indicateurs nous permettant de calculer rapidement un résultat. L'activité économique de l'exploitation, notamment, sa viabilité sociale, le temps de travail et l'indice de satisfaction d'un agriculteur sur son propre métier, l'efficacité des intrants, l'utilisation des phytosanitaires, le bilan énergétique. A partir du moment où l'agriculteur a mesuré le résultat, il est responsable de son action, et si le résultat est mauvais, il peut le faire progresser puisqu'il va trouver dans le panel de mesures des gens meilleurs que lui qui pourront lui apprendre à évoluer rapidement. C'est donc ces indicateurs que nous proposons aux agriculteurs pour qu'ils n'aient pas peur du développement durable.

A partir de ces indicateurs, nous avons fait dans le rapport de 2050 une mise en perspective en choisissant les indicateurs capables de mesurer le puits de carbone agricole, sa performance en termes de production de services écologiques. Un certain nombre sont en cours de réflexion, comme le kilométrage de haies ou le bilan unique, ce dernier étant sans doute un indicateur clé très important pour la suite de l'agriculture, puisque nous commençons à comprendre que le carbone devra revenir

au sol. Entre deux agricultures, soit conventionnelle, soit innovante en semis sous couvert végétal, on peut comparer les agriculteurs. Nous avons repris 100% de la PAC et nous l'avons étendue sur la SAU agricole européenne. Tout le monde la même chose. Pour les 12 indicateurs, chaque valeur représente environ 30 €/hectare pour un indicateur. Ensuite, on mesure le résultat de la pratique, c'est-à-dire de l'intensité du sol, de sa couverture, du bilan azoté, ou autre. On peut affecter une valeur, borner les indicateurs, affecter un résultat. On obtient une somme de X pour cent du Y à 30 €/ha, ce qui aboutit à un certain nombre de Y. Au final, on multiplie par 30 € pour obtenir un paiement de services écologiques. Le résultat va montrer où sont les bonnes pratiques.

New Holland a rejoint l'IAD, et c'est l'occasion pour nous de rentrer dans un nouveau cas concret. Nous allons allier nos forces dans les pratiques. Le bilan carbone de la vigne, par exemple, montre que 50% des GES émis sont du carburant et qu'environ 35% sont des systèmes liés à l'agronomie ; 10% sont des pesticides, 10% sont des protoxydes d'azote, et 13% d'énergie de fertilisation. En alliant les nouvelles pratiques agronomiques et un calculateur carbone sur le parc matériel que maîtrise mieux New Holland, le gain probable de GES sur la production de vin serait de l'ordre de 80% à moyenne échéance, soit à peu près six ans. On a un facteur 4 de gain possible sur les émissions de protoxyde d'azote, la gestion des fertilisations, ou la gestion des pesticides, et même chose pour les moteurs quand ils passeront en Tier 4. Ces schémas peuvent être appliqués partout. Le potentiel est donc énorme et avec la création d'un puits de carbone en vigne, en pourrait produire une vigne carbone free. C'est un projet à vingt ans.

Les enquêtes réalisées chez les agriculteurs montrent qu'au fur et à mesure qu'ils abandonnent leur vieille pratique d'oxydation de la matière organique par le travail du sol et de destruction des habitats, le semis direct sous couvert, avec retour permanent des résidus végétaux, on aboutit à une augmentation régulière des taux de matières organiques des sols. Ce qui signifie que lorsque les agriculteurs modifient leurs pratiques, ils stockent du carbone dans le sol, mais également de l'azote. La question est simple : un stock qui stocke du carbone, qui réorganise donc de l'azote, émet-il encore des protoxydes ou des oxydes nitreux ? Il est probable que non. Le croisement entre les analyses réalisées dans les fermes et la bibliographie montrent qu'à partir du moment où l'on dénitrifie le sol grâce à du carbone, on soustrait l'azote, les nitrates de la solution du sol pour reproduire de la matière organique, et donc on soustrait la production de protoxyde d'azote.

Avec les indicateurs de l'IAD, nous avons fait une investigation sur le bilan carbone du colza auprès d'agriculteurs des Deux-Sèvres, donc terrain argilo-calcaire, difficile, sécheresse, pas de bons sols. Les émissions de GES à la tonne de colza produite varient de 200 kg à 1 200 kg à la tonne. La démarche d'amélioration est très rapide. Certains éleveurs ont un problème de gestion des fumières organiques qui sera donc améliorée, c'est-à-dire qu'en 2017, tous les agriculteurs qui souhaitent faire du colza biocarburant et bénéficier des primes européennes pour l'incitation au développement devront produire du colza ayant moins de 500 kg de CO2 par tonne. Pour l'instant, peu d'agriculteurs sont prêts à s'investir dans cette approche, mais il suffit de mesurer le résultat pour que les choses progressent.

Première étape, on ne doit plus travailler le sol. Deuxième étape, on le couvre en permanence. Troisième étape, on fait un bilan azoté, on l'équilibre. Quatrième étape, on introduit des légumineuses car c'est de l'azote biologique qui se substitue à de la fertilisation et vient améliorer le pool de productivité du système. Dans cette phase d'apprentissage qui peut durer trois à cinq ans, on a appris, compris, on a fait des économies d'énergie, et amélioré le bilan carbone. La seconde phase, en cours de développement avec les agriculteurs associatifs dans les réseaux, consiste à faire une interculture chaque année sous couvert végétal, à passer à deux cultures par an. Cette année, nous avons eu du blé/soja, du blé/maïs, de l'orge/soja, la même année. Les

rendements vont être doublés avec ce type de raisonnement. Dès que l'interculture est maîtrisée, on peut en faire une deuxième culture, donc augmenter les rendements, favoriser la production des bioénergies, des biomatériaux, augmenter le pourcentage de matières organiques dans le sol, et avoir un bilan de GES carbone free.

Tous les agriculteurs du monde entier devront reprendre leurs fondamentaux agronomiques et remettre la fertilité du sol au centre du débat. La fertilité est un cycle biologique du sol vivant. Une fois ce cycle en place, on fertilise pour en améliorer la productivité.

A ce stade, il est possible de mesurer des résultats et de reformaliser la politique agricole du carbone, puis grâce aux indicateurs, les mettre en ligne pour que tout le monde puisse les utiliser.

**Eric SCHMIDT** - Les indicateurs qui permettent d'évaluer ne valent que s'ils sont disponibles. L'objectif du projet de l'IAD était de permettre à tous les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces indicateurs d'y avoir accès à travers une plate-forme internet. Guillaume Bouchez va nous présenter le travail en cours de développement sur une application internet qui permettrait d'avoir accès à cet outil et à ces matériaux.

**Guillaume BOUCHER, W3COM** - W3COM a été retenu pour développer cette plate-forme web. L'objectif est de mettre à disposition de tous les indicateurs de l'IAD en ligne, de façon simple et gratuite, intuitive, accessible depuis n'importe quelle plate-forme, l'idée étant de leur permettre d'évaluer leurs pratiques de façon éco-systémique et donc d'évoluer. Lorsque l'agriculteur voudra se rendre sur ce système, il va trouver une présentation des résultats qu'il obtiendra en fin de parcours. Une fois convaincu de l'action, il pourra s'inscrire à travers un formulaire rapide et convivial pour pouvoir commencer sa saisie. Il s'agira soit d'une inscription de son propre fait, soit suite à un envoi d'e-mail. Après avoir pris connaissance de la méthodologie et du mode d'emploi, il accèdera aux questions auxquelles il pourra répondre en plusieurs fois, sachant qu'une fois une question remplie, le système la sauvegarde automatiquement. Ce travail terminé, il pourra accéder à ses résultats à un instant T, mais plus il y aura de volumétrie de données dans le système, plus le benchmark aura du sens. Il est prévu que le système le rappelle régulièrement pour l'informer que depuis sa saisie, de nouveaux acteurs ont collaboré et qu'il peut de nouveau prendre la température de son benchmark par rapport à l'ensemble des saisies.

Pour lutter contre le piratage, nous avons mis en place un captcha anti-spam. Si une question est oubliée, le système le rappelle à l'utilisateur. Il est possible de revenir en arrière. Si la donnée saisie semble hors proportion, le système demande à l'utilisateur s'il en est sûr. Une fois la saisie terminée, on obtient des résultats. Pour rendre l'information digeste, on va la segmenter en plusieurs écrans, donc un radar principal et des focus sur certains aspects, avec l'analyse de ses propres données ou de manière comparative par rapport au benchmark établi. Le système sera totalement compatible avec un PC, un Mac, un iPad, un androïde. Les données seront stockées dans une base de données requêteable et analysable en ligne ou par extraction des informations.

**Eric SCHMIDT** - Cette plate-forme sera en ligne dans trois mois maximum.

# Intervention

de

**Stéphane LE FOLL**

*Député européen, Vice-président du Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, Commission Agriculture et Développement durable*

J'ai participé à plusieurs reprises à vos travaux que je suis depuis longtemps. J'ai eu l'occasion de travailler avec le réseau BASE et le réseau ECLAF à l'échelle européenne sur le lancement du projet SOCO relatif à la logique de conservation des sols. L'agriculture est au croisement de trois enjeux. Un enjeu de métier d'agriculteur, c'est-à-dire comment l'agriculteur perçoit son métier aujourd'hui et dans le futur. Un enjeu citoyen, c'est-à-dire que la société a également un regard sur l'agriculture et des exigences, notamment au plan environnemental. Le troisième enjeu, ce sont les consommateurs. Les représentations de chacun ne sont pas forcément compatibles les unes avec les autres. L'agriculteur n'aime pas être regardé par la société et reproche souvent au consommateur de ne pas pouvoir payer ses produits suffisamment chers. Le citoyen a des exigences, avec de fortes pressions selon les endroits, il a une représentation de l'agriculteur souvent liée à une image. Le consommateur, dans la crise actuelle, a un problème de pouvoir d'achat et n'est pas prêt à mettre plus dans son budget pour l'alimentation. On peut le contester, mais personne n'a à dire à des citoyens ce qu'ils doivent consommer et pourquoi. Ces trois champs de tension, de demandes, se conjuguent sur la question agricole. Il est impossible de régler l'ensemble de ces demandes contradictoires sans une politique agricole publique. Pour arriver à des prix accessibles pour les consommateurs et intégrer l'ensemble des besoins du citoyen et de l'agriculteur, les mécanismes du marché ne suffisent pas. Pour une agriculture avec une perspective alimentaire intégrant les questions environnementales, on a besoin d'une politique agricole et on a besoin d'aides en agriculture. Cela vaut pour les agriculteurs et pour le citoyen qui paie des impôts et conteste souvent le fait qu'on aide les agriculteurs. Il faut lui expliquer que s'il n'y a pas d'aide en agriculture, il ne sera pas possible d'assurer la réponse à ce que l'on appelle les demandes en biens publics liés à la grande question environnementale. Et s'il n'y a pas de politique agricole permettant de faire l'adéquation entre l'offre et la demande, il ne peut y avoir de réponse à la grande majorité des besoins des consommateurs – qualité, diversité, accessibilité à l'alimentation. L'accès à l'alimentation devient un sujet de préoccupation.

A partir de là, quelle est la stratégie de cette politique agricole pour l'agriculture et l'alimentation ? Elle doit permettre une diversité des produits, des agricultures, et de maintenir cette diversité. L'enjeu majeur est l'intégration de la question environnementale sans remettre en cause la dimension professionnelle de l'activité agricole. Elle doit être repensée par deux biais, un biais ascendant et un biais descendant. Le biais descendant consiste à avoir des incitations et une orientation claire pour intégrer la question environnementale. Le biais ascendant consiste à prendre en compte les expériences menées par les agriculteurs, et c'est la rencontre des deux qui fera la performance globale.

L'objectif du débat est de montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre la dimension économique et la dimension environnementale. Comment utiliser une partie de l'enjeu

environnemental pour en faire un enjeu économique. D'où le débat sur les marges plutôt que sur le chiffre d'affaires uniquement. La pérennité de l'investissement, de l'activité, est d'abord liée à la marge dégagée. L'économie que l'agriculteur peut faire sur les intrants et sur les coûts énergétiques est un élément qui permet à la fois de régler en partie le problème environnemental, mais aussi d'apporter des solutions à la question économique. Les modèles tels qu'ils sont conçus et mis en place en Europe commencent à porter leurs fruits. Il y a des potentiels extrêmement vastes. Il est important de diffuser l'information.

Le problème est de se lancer car il y a un risque. Quand on est militant et convaincu, on prend le risque parce qu'on est prêt à l'assumer. Quand on n'est ni militant, ni convaincu, prendre un risque économique pour un choix environnemental est compliqué. La politique agricole doit être incitative, aider les agriculteurs à franchir le pas du doute et du risque, et à s'engager dans le processus puisque nous sommes à peu près convaincus qu'au bout du compte, il y a le résultat. On s'est construit sur le grand modèle dominant de l'agriculture productive, à travers le machinisme, l'utilisation d'intrants et d'énergies fossiles. Ce modèle a bouleversé l'organisation agricole en quarante ans. Un contre-modèle s'est mis en place. Or, nous ne pouvons plus avancer aujourd'hui avec un grand modèle et un contre-modèle, nous devons arriver à faire une synthèse des deux, à rassembler, tout en maintenant la diversité, en s'appuyant sur les écosystèmes. Chaque lieu, chaque contrainte climatique, pédologique, doit déboucher en partie sur un modèle spécifique. Nous ne sommes plus du tout dans la logique du modèle dominant ou du contre-modèle, mais dans une adaptation des modèles. D'où la nécessité de favoriser la diversité de tous ces modèles. A ce titre, l'Europe doit aider plus qu'elle ne le fait. On a davantage besoin de modèles systémiques que de modèles administratifs ou de normes administratifs. L'enjeu est bien de diminuer les consommations énergétiques, diminuer le recours aux pesticides et insecticides, diminuer le recours à des éléments extérieurs pour éviter les externalités négatives et favoriser un processus économiquement et écologiquement viable.

Dans le deuxième pilier de la PAC, une partie sera disponible, à condition que ce deuxième pilier soit relayé au niveau national. D'où la nécessité d'une dynamique de contractualisation, avec des expériences à mener au niveau national en s'appuyant sur les outils fournis par la PAC. Autre élément essentiel concernant la question environnementale, le passage du doute et de l'inquiétude à l'engagement dans de nouveaux modèles n'est pas simple, et il l'est d'autant moins que si l'on ramène toutes les craintes au niveau de chaque exploitation, de chaque agriculteur, on charge tellement la barque qu'on enlève toute envie aux agriculteurs de s'engager dans ces processus. Il faut donc relancer une dynamique collective en s'appuyant sur les réseaux existants. D'autre part, nous devons réinventer des organisations collectives à l'échelle des exploitations pour traiter la question environnementale. Les dernières coopératives sont liées à la modernisation et au matériel agricole, ce sont les CUMA. Penser à plusieurs les rotations, les couvertures de sol, est sans doute plus pertinent que de faire peser toutes ces contraintes sur chacune des exploitations. Il faut des dynamiques collectives pour permettre aux agriculteurs d'être des acteurs et pas simplement de subir. Il faut un débat national sur la mise en place d'une nouvelle législation ou d'un cadre juridique de coopérative économique et écologique ou de coopérative nature, qui serait offert aux agriculteurs, à eux ensuite, sur des objectifs fixés de manière contractuelle, d'utiliser les meilleurs moyens et les meilleurs outils pour atteindre ces objectifs.

Voilà quelle est la démarche descendante et la démarche ascendante qu'il faudrait mettre en place pour avancer sur la voie d'une agriculture durable, capable d'assurer l'économique et donc le social, et d'assurer la pérennité des ressources naturelles comme de la production. Tous vos débats sur les objectifs et les moyens, sur les questions techniques, doivent être de plus en plus accessibles. C'est surtout un débat

de vulgarisation pour arriver à faire passer le message. C'est votre capacité à convaincre autour de vous qui fera de l'agriculture durable, écologiquement intensive, de l'agriculture performante économiquement et écologiquement, l'enjeu des dix à quinze ans à venir.

Le modèle de l'après-guerre était sur une logique de quantité. Aujourd'hui, nous devons être sur une logique de quantité et de qualité. L'essentiel, au-delà même des débats techniques, c'est notre capacité à créer des dynamiques. La France a des atouts, parce qu'elle a des agriculteurs et toute la variété des agricultures. Elle est un concentré de l'Europe du Nord, de l'Europe du Sud, de l'Est, de l'Ouest, des zones de production et d'élevage hors sol, extensive. Au travers de ces différentes dynamiques éco-systémiques nous sommes capables de produire une grande diversité de modèles en ayant comme ligne directrice l'économie et l'écologie. Il faut aujourd'hui dépassionner le débat entre agriculture, économie et écologie, recréer une dynamique permettant à chacun d'appréhender la dimension de l'écologie comme un élément positif et qui peut apporter beaucoup de résultats.

## Table ronde n°3

# L'Agriculture durable de l'agriculteur au consommateur

*Témoignage*

**Hugues TRIBALLAT**

*Président des Laiteries TRIBALLAT*

*En présence de*

**Juliana ALBERTENGO**

*Directrice du Programme Agricultura Certificada AAPRESID, Argentine*

**Koen BOONE**

*Directeur général Europe du Sustainability Consortium*

**Nicolas CHUNG**

*Direction des Investissements de CDC Climat*

**Bruno MARESCA**

*Directeur du département Evaluation des politiques publiques du CREDOC*

**Christian ROUSSEAU**

*Président de NOURICIA*

**Eric SCHMIDT** - Le nom d'Hugues Triballat est associé à celui d'un petit village en plein cœur du Berry, Rians. Le nom du village et celui de l'entreprise, les Laiteries Triballat, ne font aujourd'hui qu'un. Votre famille y est installée depuis plus de quatre générations. Dans tous les supermarchés de France, on trouve les faisselles Rians qui évoquent à la fois la tradition d'un savoir-faire et l'authenticité d'un terroir. Au-delà de cette image qui rassure le citoyen, c'est aussi une entreprise familiale qui fait vivre directement plus de 2 500 familles dans les campagnes françaises. Votre groupe ne manque pas d'ambition à l'international avec trois filiales dont une en Argentine.

Malgré votre engagement, le chemin de l'agriculture durable n'a pas été un long fleuve tranquille. Il y a quelques années, vous avez lancé dans la région Centre une expérience autour de l'agriculture raisonnée, pour produire mieux en associant bien-être animal, certification, en lien avec le distributeur final. Mais au bout de quelques années, vous avez retiré ces produits des rayons. Vous avez été salué comme la marque la plus dynamique de l'ultra frais. Quels enseignements tirez-vous de

l'expérience manquée, quelles sont vos interrogations sur cette difficulté pour le consommateur à s'approprier les efforts environnementaux réalisés en matière de production ? Comment peut-on les valoriser économiquement et quelle est votre perception de ce marché et de son évolution ?

**Hugues TRIBALLAT, Président des Laiteries TRIBALLAT** - Notre entreprise, cent pour cent familiale, est implantée au cœur des différents territoires de notre belle France, et nous fabriquons des produits très franco-français. Hormis la faisselle, nous sommes aussi sur les desserts naturels, sur les fromages de vache, de chèvre et de brebis, souvent en appellation d'origine protégée. Ces produits sont en pleine adéquation avec le sens d'une agriculture qui préserve son environnement, qui se soucie de l'avenir, et qui tient compte du bien-être animal. On m'a demandé de témoigner sur la difficulté de rapprocher le consommateur des objectifs de l'agriculture durable. Cela relève de l'idée que le consommateur doit pouvoir payer tout ou partie pour un produit issu d'une agriculture différente ou différenciante. Dans les faits, le consommateur est acquis à ces objectifs de durabilité et il est en phase avec les préoccupations environnementales et sociétales. En revanche, il ignore tout de la réalité et des contraintes de l'agriculture d'une manière générale et de l'agriculture qui se veut innovante, lui qui est majoritairement urbain, dont les racines agricoles se sont distendues voire ont été coupées.

Le problème n'est pas tant de le convaincre que de l'informer. Si je prends l'exemple de l'appellation d'origine protégée, c'est une production limitée dans son volume potentiel, c'est une aire forcement limitée et qui est souvent en milieu difficile, en zone de montagne ou de plaine défavorisée, ce sont souvent des races d'animaux limitées aux races d'origine, ce sont des méthodes de travail très codifiées. Le produit AOP est typiquement issu de l'agriculture durable dans le sens où nous vient tout droit du passé. Le consommateur connaît parfaitement ces produits emblématiques que sont le comté, l'époisses, le chavignol, le roquefort, le saint-nectaire etc., et il achète ces produits qui ont progressé en termes de volume. Il est informé, convaincu du produit, il l'achète, l'apprécie et le rachète. Une des difficultés que va rencontrer l'agriculture durable sur ce terrain tient au fait qu'elle ne s'identifie pas réellement à un produit, ni à une région, ni à une tradition. Elle ne dégage pas d'éléments perceptibles par le consommateur.

Nous avons réalisé un travail en filière avec un regroupement de 50 producteurs en région Centre sur le lait de chèvre, dans les zones de cultures traditionnelles, céréales et cultures fourragères, qui s'engageaient dans une démarche d'agriculture raisonnée. En tant que transformateurs, nous étions convaincus et nous avions un distributeur qui croyait à la démarche et estimait qu'il y avait une place pour un produit issu de l'agriculture raisonnée. Nous nous sommes engagés dans la démarche pour mettre un marché un fromage de chèvre certifié agriculture raisonnée et commercialisé par cette grande enseigne. Nous avons donc la ressource, la certification, l'outil de transformation, et une grande enseigne qui s'engageait à nos côtés, donc toutes les cartes pour réussir ce défi. Force est de constater qu'au bout de deux ans, le produit n'a pas pris. Celui qui innove doit prendre le risque de l'échec, et plus il y aura d'innovation, plus il y aura de succès, mais il y a forcément des échecs. La question étant de savoir quel retour d'expérience on peut en tirer.

D'une part, quelle compréhension le consommateur a-t-il du produit ? Quel bénéfice retire-t-il de son achat ? Quelle est la place de ce produit entre l'offre pléthorique proposée dans les rayons ? On estime aujourd'hui que le consommateur doit être informé au travers de logos. Entre le label rouge, l'appellation d'origine, l'indication géographique de provenance, le bio, le fermier, etc., les étiquettes sont trop petites pour dire ce qu'il y a derrière le produit. Au bout du compte, le consommateur n'est pas en mesure de comprendre tout cela. Que veut dire produit certifié ? Faut-il passer

par un logo pour parler d'agriculture durable à la place d'un autre, en complément, en plus ? Et il y a des enjeux de communication, c'est-à-dire qui a la charge de la communication sur cette démarche, sachant qu'expliquer, informer le consommateur a un coût. Quels bénéfices mettre en avant ? Et quel consommateur va-t-on viser ? Il faut une gamme transversale assez large et crédible, car un produit est vite noyé dans les rayons. Et point essentiel, quel positionnement doit être pris ? Comment motiver un distributeur pour qu'il fasse une place en rayon pour un produit plus cher qu'un autre ? Et faire en sorte que le consommateur l'achète et le rachète ? S'il y a un écart de prix, qui paie la différence ? Si on arrive avec un produit différenciant dans son mode d'élaboration, mais pas forcément dans son goût, dans sa présentation, pourquoi le consommateur le paierait-il plus cher ?

Ma présentation aboutit à une série de questions. Je n'ai pas les solutions. Mais elles ont au moins le mérite d'être issues d'une expérience concrète vécue il y a deux à trois ans, en lien avec le consommateur, qui nous a clairement dit non.

**Eric SCHMIDT** - Votre introduction soulève de nombreuses questions intéressantes. Nous avons invité trois associations de consommateurs à cette table ronde, et aucune n'a daigné répondre de façon positive, ce que nous regrettons.

Christian Rousseau est Président de Nouricia, qui figure parmi les membres fondateurs de l'IAD, et en même temps agriculteur et viticulteur. L'ambition de Nouricia est le développement de l'agriculture durable tout en laissant aux agriculteurs la libre initiative dans le choix des moyens engagés. Vous considérez que le marché ne peut suffire à favoriser la phase de déploiement de nouvelles pratiques agricoles. Et pour réussir la transition, vous avez décidé de valoriser ce nouveau modèle en anticipant la réaction des marchés.

**Christian ROUSSEAU, Président de NOURICIA** - Nouricia est un groupe coopératif céréalier qui collecte 1 300 000 tonnes de céréales et vend de l'approvisionnement. Nous collectons en particulier sur les départements de l'Aube et de la Haute-Marne, et nous sommes dans une démarche d'agriculture durable depuis cinq ans. Nous avons fait le choix récemment de nous unir avec notre grand voisin marnais, Champagne Céréales, qui représente une coopérative faisant le même métier et avec laquelle nous partageons une agro-industrie importante portée par le holding Siclaé. Nous sommes donc le premier malteur mondial, un des leaders européens de la meunerie viennoiserie pâtisserie et le premier producteur d'aliments du bétail régional. Nous sommes transformateurs de maïs et amidonniers, ainsi que détenteurs majoritaires du premier laboratoire de R&D, qui s'appelle ARD, situé à Pomacle au nord de Reims, travaillant sur les molécules végétales et qui lance des pilotes, notamment Futurol qui va faire de l'éthanol de seconde génération.

Nouricia a lancé une démarche d'agriculture durable il y a cinq à six ans, qui a commencé par la mise en œuvre d'un groupe de réflexion, Nouricia Agrosol, réunissant 70 agriculteurs innovants, qui avaient besoin de se fédérer. Nous avons choisi d'accueillir dans ce groupe des agriculteurs non adhérents de la coopérative. Nous avons aussi mis en place une démarche de notation extra-financière sur la coopérative et mis en œuvre pour ce faire, dans le cadre de Coop de France une notation brevetée, DEEPPCOOP, qui qualifie ce qui est peu qualifiable, notamment des aspects de responsabilité sociale, environnementale. Notre coopérative a donc été notée il y a trois ans, et de nouveau cette année. Nous avons obtenu la note A+, la moyenne des notes par domaine étant supérieure à 7 sur 10. Le plus signifie que nous sommes en voie de progression et que nous avons beaucoup progressé depuis la notation.

En faisant ces notations, nous avons constaté qu'en termes d'émission de gaz à effet de serre, de bilan carbone, d'impacts environnementaux, la coopérative ne représentait que 10% des impacts de nos productions liés à nos agriculteurs. Nous avons fait le pari d'aller dans les fermes pour savoir comment les agriculteurs fonctionnent et pour les aider à progresser. Nous avons mis en place des indicateurs et nous avons la possibilité d'entrer chez nos adhérents par un éco-diagnostic Nouricia, qui nécessite une semaine de travail d'une personne par ferme. Il prend l'ensemble des notations sur les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental – et va jusqu'à mesurer les énergies produites par l'exploitation et l'énergie consommée. Cela nous permet de bien connaître l'ensemble de l'exploitation. A partir des 150 diagnostics réalisés à ce jour, nous avons mis en place une démarche d'agriculture durable pour nos agriculteurs, c'est-à-dire qu'ils vont produire du blé, de l'orge d'agriculture durable dont nous espérons tirer une valorisation par le marché.

Plusieurs éléments nous ont incités à initier cette démarche. Il y a d'abord une demande sociétale, les consommateurs étant prêts à payer un peu plus cher des produits sains, marchands, loyaux, mais qui renvoient une image de responsabilité sociale et environnementale, de circuit court, dont ils connaissent la provenance, et dont ils savent qu'il répond à des normes qui leur vont bien. Notre mariage avec Champagne Céréales a été motivé par le fait que si, demain, nous voulons offrir des produits d'agriculture durable, il faut que nous représentions un nombre important d'hectares et de producteurs correspondant à une démarche identifiée. Cette démarche répond ensuite au problème d'Ecophyto 2018, qui va obliger de consommer 50% d'intrants de moins qu'en 2010. Nous sommes en 2012, et je constate peu de progrès en matière de consommation de phyto. Comment allons-nous faire en sorte que ces agriculteurs atteignent le seuil de 50% de moins ? Certainement pas par le bâton, mais plutôt par la carotte. Nous nous sommes dit que si nous valorisions des produits agriculture durable répondant à un cahier des charges Nouricia, préconisant de réduire de 30% les IFT et de 10% les émissions de gaz à effet de serre, et que si l'agriculteur qui répond à ce cahier des charges a une rémunération en contrepartie, il le fera sans s'en apercevoir.

Nous sommes convaincus qu'on ne peut aller vers Ecophyto 2018 dans des systèmes conventionnels, et qu'il faut une agriculture de rupture par rapport au conventionnel. L'objectif est donc de valoriser la démarche de l'agriculteur à travers une aide. Pour la première année, nous avons décidé de prendre cette aide sur les deniers de la coopérative et d'attribuer aux agriculteurs qui respecteront le cahier des charges 100 € de l'hectare supplémentaire sur leurs productions de blé et d'orge. Nous espérons que le marché va relayer notre initiative, la question étant de savoir s'il faut un étiquetage, de la publicité à la télévision, etc. Nous y travaillons et nous avons des pistes intéressantes.

Force est de constater que toutes les mesures d'obligation ont été un échec, et nous espérons, à travers cette démarche, qu'un certain nombre d'agriculteurs vont passer en agriculture durable et serviront de locomotive. Pour permettre une véritable prise de conscience et favoriser les systèmes innovants, il faut donner une impulsion par l'intéressement et démontrer que cela fonctionne.

**Eric SCHMIDT** - Vous soutenez financièrement les agriculteurs, mais vous n'êtes pas altruiste au point de rendre ce dispositif pérenne et de l'élargir pendant des années. Qui d'autre peut et doit payer ?

**Christian ROUSSEAU** - Beaucoup de monde peut payer. Le contribuable peut payer et paie déjà sans s'en apercevoir. Il paie les aides de la PAC. Dans le volet

verdissement, il faudra rentrer dans des démarches plus environnementalistes tout en maintenant des niveaux de production élevés. A travers cette agriculture durable, on va produire de la biodiversité, de la décarbonation, et participer à la limitation du réchauffement climatique. C'est bien un service que l'on vend à la société. Pourquoi les aides de la PAC ne sont-elles pas assujetties aux services rendus par l'agriculture innovante à la société. Dans ce cas, la légitimité des aides n'est plus à remettre en cause.

Nouricia a créé la société NBA, avec deux autres intervenants, Be Citizen, entreprise de conseil sur le développement durable, et Agritel, spécialiste des marchés agricoles, qui s'est joint à nous car il espère vendre demain autre chose que du blé et de l'orge. Tous les marchés sont bons à vendre, et aujourd'hui, tous les espoirs sont permis à l'agriculture si nous sommes innovants et intelligents. Avec NBC, nous développerons demain une démarche de recherche de valorisation environnementale grâce à une agriculture innovante, et nous nous présenterons demain comme des contributeurs de solutions.

**Eric SCHMIDT** - La filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, la CDC Climat, intervient dans trois principaux domaines, le financement des projets de réduction d'émissions, le soutien aux entreprises contribuant à l'économie « low carbon », et la recherche sur l'économie du changement climatique, atténuation ou adaptation. Nous allons nous pencher sur la prise en compte des bénéfices de l'agriculture durable autour de la problématique carbone. La CDC a développé des projets domestiques permettant de valoriser les émissions évitées et d'apporter un revenu à la filière. Peut-on valoriser la valeur créée, notamment les émissions évitées ? Selon quel mécanisme et pensez-vous que cela soit structurant pour une filière amont ? J'ai l'impression que la logique de la présentation de Christian Rousseau doit parfaitement s'appliquer à la logique carbone ?

**Nicolas CHUNG, Direction des Investissements de CDC Climat** - Je vous prie d'excuser l'absence d'Emmanuel Legrand, avec qui je travaille notamment sur les projets d'investissement sur le territoire français. Cette logique de valoriser les services rendus à l'environnement dès lors qu'ils sont mesurables, reportables et vérifiables, fait entièrement partie de notre activité et même de notre mission. Nous avons été créés pour cela, sur des marchés assez innovants, et nous avons maintenant une expérience sur le territoire français qui repose sur les marchés du carbone. Au démarrage, les marchés du carbone sont fondamentalement une politique publique, même si cela se traduit par des bourses, des échanges, des quotas et des crédits. Cette politique publique est directement née des négociations climatiques internationales autour du protocole de Kyoto, et de la politique climatique de l'Union européenne qui a créé le principal marché du carbone, qui est le marché européen des quotas.

C'est géré à la fois par la Commission et les Etats membres, l'idée étant de mettre une contrainte carbone sur les plus grosses installations industrielles dans l'Union européenne dont d'ailleurs des installations de l'industrie agroalimentaire, que ce soit en amont de la production d'engrais, de première transformation, ou qu'il s'agisse des unités de séchage, bientôt de déshydratation, des sucreries etc. Certaines installations sont déjà sous quota. L'objectif que nous leur fixons est de baisser leur empreinte carbone de 20% d'ici 2020 par rapport à 1990, et pour ce faire, nous mettons en place des quotas, dont le nombre va diminuer au cours du temps de telle sorte que la contrainte sera perçue de plus en plus fortement. Chaque année, ils vont devoir rendre un certain nombre de quotas correspondant à leurs émissions réelles. S'ils émettent plus que les quotas fixés par l'Union européenne, ils devront en acheter auprès d'autres participants plus vertueux. Les mauvais élèves doivent acheter des quotas et les bons élèves peuvent revendre ceux qu'ils ont en trop. Ce système de marché

permet de faire émerger un prix du carbone qui reflète les anticipations du marché sur le niveau de la contrainte. Etant donné la situation macroéconomique, le prix du carbone a baissé.

Ce système consiste à faire payer les émissions de carbone des grosses installations industrielles, mais à la différence des taxes dont le prix dépend plutôt de l'équilibre entre l'offre et la demande, les bons élèves qui ont trop de quotas peuvent les vendre et donc gagner de l'argent. Ce marché européen des quotas représente aujourd'hui environ 2 milliards de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an. Viennent s'ajouter à cela des mécanismes issus du protocole de Kyoto, gérés en France par le ministère de l'Environnement, qui vont récompenser des projets « vertueux », donc qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre par rapport à des techniques standard. On va attribuer à ces projets des crédits qui peuvent être revendus dans le marché européen des quotas. Les industriels mauvais élèves, au lieu d'acheter des quotas peuvent acheter des crédits issus de ces mécanismes de projet et les utiliser pour leur conformité. Ce qui signifie que ces crédits accordés par le ministère de l'Environnement trouvent là une valeur économique. C'est cette valeur qui permet de rémunérer les services environnementaux rendus par ces projets.

Au niveau mondial, nous avons beaucoup de projets de production d'énergie renouvelable à partir de résidus agricoles, des projets de méthanisation, le torchage des flux en porcins au Brésil. Une question intéresse beaucoup d'agriculteurs, c'est la rémunération de la séquestration du carbone dans les sols. Cela pose des problèmes scientifiques et méthodologiques, mais on y arrive. En France, nous avons lancé un appel à projets en 2007, et nous avons vu arriver, à notre grande surprise, une majorité de projets issus du milieu rural et du secteur agricole. Avec Coop de France Déshydratation, nous avons beaucoup travaillé sur l'amélioration du bilan carbone de la déshydratation de la luzerne. Au lieu d'utiliser du charbon sud-africain, on a utilisé de la biomasse produite localement, ce qui permet d'économiser plusieurs centaines de milliers de tonnes sur une durée assez courte. La technique de l'andainage du pré-séchage à plat en plein champ, permet aussi d'économiser du combustible. Il a fallu regrouper 15 ou 16 unités de déshydratation sur ces deux types de projet pour arriver à une masse critique intéressante. Ces projets réduisent environ de 600 000 tonnes, ce qui représente un versement d'environ 6 millions d'Euros. Nous avons un projet de substitution sur tout ce qui est scierie, un projet d'efficacité énergétique avec Cristal Union, et des projets encore un peu plus innovants, notamment un projet qui va tenter de valoriser l'insertion de légumineuses dans la diminution d'émission de protoxyde d'azote en plein champ et qui va être agréé par le ministère de l'Environnement. Enfin, le projet porté par Bleu Blanc Cœur dans le secteur de l'élevage, reposant sur des techniques de fermentation entérique, qui est en cours d'agrément et va impliquer plusieurs centaines d'éleveurs dès cette année. Il s'agit de s'orienter progressivement vers des émissions de plus en plus diffuses en utilisant différentes techniques offertes par ces marchés en constante évolution.

Pour conclure, la situation des marchés du carbone est conjoncturellement difficile. Mais CDC Climat est convaincu du potentiel du secteur agricole pour faire levier sur ces mécanismes et avoir enfin des moyens concrets de valoriser les services rendus à l'agriculture. Nous espérons qu'il y aura beaucoup d'autres projets pilotes à l'avenir.

**Eric SCHMIDT** - Cette mise en marché du carbone reste encore à construire.

The challenge we face with the global supply network is to work together in an approach that drives understanding on the demand for product transparency, responsible products, life cycle sustainability. Koen Boone, Manager of the Sustainability Consortium, Europe, working as you do for understanding and transparency among multiple stakeholders, how do you achieve this?

**Koen BOONE, Directeur général Europe du Sustainability Consortium (TSC) -**

Our vision and mission is that we want to stimulate more innovative, sustainable products and methods of production, by measurement and reporting systems. The TSC is a user of many different methods to measure sustainability. We take the whole production chain into account. We started as cooperation between universities and the corporate sector in the USA, initiated by Walmart. Six months ago they set up an office in Europe, in my university in the Netherlands. Walmart is now one of 80 members and has no special privileges. Financing is by member companies and it funds university research and develops methodologies to measure sustainability. The initiative started two and a half years ago, taking in not just food but all consumer products, working also with NGOs, WWF and Care being on our board, with 12 other NGOs also applying for special representation; with whom we work closely. We take into account not only environmental but social sustainability. This Princess on the top corner of my slide is the wife of the heir to the throne, who sent us an email showing her wish to contribute to the success of our initiative. She opened our European office in the Hague. The Queen of Holland is also supportive, her Christmas address being focused on sustainability initiatives.

Our sustainable measurement and reporting system is based on two different levels, the aim being to produce a declaration of sustainability, through a label or otherwise, to communicate to retailers or consumers, rather like the Grenelle initiative in France, or the EU environmental footprint, but we also take social aspects into account. On level one, we measure all sustainability items through a product chain, identifying hotspots. We end with 10 questions to be asked by retailers of their suppliers. Our system is more efficient than long questionnaires. We seek a standardized system so that companies like Unilever do not answer 100 different questionnaires, and have a standardized questionnaire targeted to a product group. There are 80 participating companies, usually multinationals. Tesco, DSM joined recently. We are in intensive discussion with the major French companies and retailers. Here you can see the retailers that are involved. The top 3 are those coordinating the sustainability consortium, but we try to work with the best specialists in the world, including universities such as Harvard or MIT. We are organized in working groups, to take account of the varying issues per product group. Food, Beverage and Agriculture has the largest membership. The global challenge lies in the regional differences worldwide, and if we want to make data available to retailers, the challenge is huge. We try to cooperate and align, so that all together, we ensure the transparency of sustainability information for all. We focus on purchasers in the retail industry to whom we make information available, so that they make decisions based on sustainability criteria—rather than the 2 or 3% of consumers who are interested. The big retailers in our group have decided to take our results into account in their supplier assessment. This means consumers have no other choice but for sustainable products.

**Eric SCHMIDT** - Juliana, as an agronomist in the Argentine no-till farmers' association, you took responsibility for the new Agricultura Certificada program, to improve the quality system, to certify farmers, and introduce better quality management. Could you tell us more about the programs and give us an insight of its benefits for farmers and society?

**Juliana ALBERTENGO, Directrice du Programme Agricultura Certificada (AAPRESID), Argentina -**

AAPRESID was founded 20 years ago because there many farmers interested in no-till. The benefits were tangible and instantaneous. But there were benefits beyond the farm, what we call the positive externalities of the no-till system. Among these are better water quality, less fossil fuel. We should therefore

give farmers the tools to be more professional hence Certified Agriculture, a quality management system whose scope is to give the farmer tools to be more professional, keep data, make wiser decisions. We wanted also to show society what food production processes were taking place, thereby making known the less tangible positive externalities. The Certification scheme is based on 6 areas of good practice, the first being no-till, then coplantations, integrated best management, responsible use of agrochemicals, balanced fertilization, cattle production and sanitary requirements, all related to soil indicators. We consulted widely with the university agricultural experts, to adapt this to Argentine conditions. The soil indicators are physical and chemical, giving lines of direction for improvement. The system needed third party verification, undertaken by an independent body. This is a quality management system, which place the burden of responsibility for improvement in the farmer—this is one of the greatest benefits of the system. It is an incentive to continuous improvement. 70 farmers have nearly 110 farms, shown here, and the system, created for the pampas or central region, is implementable and is implemented anywhere else, in different conditions. We work with many other initiatives to link up and make things easier for the farmer. We set up training courses for consultants to help implement the system, of whom we have 15 across the country. But the certification is for the farm, not the farmer. It is for a particular production process in the farm, independent of the owner, tenant or operator, whose identity may change.

**Eric SCHMIDT** - M. Triballat, votre premier développement international s'est fait en Argentine. Ce type de pratique de certification vous a-t-il aidé ?

**Hugues TRIBALLAT** - Cette démarche ne nous a pas aidés à proprement parler dans la mesure où elle n'a pas encore été très développée. L'Argentine et le Brésil sont de grands pays agricoles, vivent sans aides gouvernementales. Pour autant de telles démarches se développent avec grand intérêt. Il n'y a donc pas forcément de lien immédiat et une corrélation forte entre l'aide gouvernementale et des démarches de type agriculture durable.

**Eric SCHMIDT** - Bruno Maresca est Directeur du département Evaluation des politiques publiques du CREDOC, le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie. Le constat est clair et vous l'avez exprimé dans une étude sur l'évaluation des services rendus par les écosystèmes en France dans le Millenium Ecosystem Assessment. L'objectif était de mettre en évidence aux yeux des décideurs publics l'importance de la conservation de la biodiversité dans le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations, et vous en avez retenu 43 services éco-systémiques. La question qui nous intéresse aujourd'hui est en phase avec celle que vous vous êtes posée dans le cadre de cette étude. De quelle manière les usages sociaux forment-ils et régulent-ils l'exploitation humaine des services éco-systémiques, autrement dit quels sont les modes d'appropriation de ces problématiques par le consommateur et par le citoyen ?

**Bruno MARESCA, Directeur du département Evaluation des politiques publiques du CREDOC** - L'agriculture durable est au cœur de la réflexion que nous avons menée sur le Millenium Ecosystem Assessment, démarche lancée en 2000 par l'ONU dans le cadre des grands axes pour le millénaire, et qui consistait à évaluer la contribution des écosystèmes à l'économie mondiale. Une approche très fine a été formalisée, qui dissocie ce qu'apportent les écosystèmes à l'économie et au bien-être des sociétés, leurs fonctions régulatrices, au niveau du climat, des ressources en eau, de la qualité de l'air, ainsi que les dimensions sociales et culturelles liées aux usages

sociaux des écosystèmes. Cette approche a pour principal intérêt de remettre au premier plan les dimensions liées à la biodiversité. On peut sur un territoire comme la Crau, par exemple, maintenir l'agriculture d'un produit de très haute qualité tel le foin de Crau ou, au contraire, faire de la Crau un champ d'éoliennes ou faire des fermes solaires. Avec les mêmes objectifs de développement durable, on peut ne concevoir le sol que comme un support ou le voir comme un réservoir d'une grande richesse en termes de biodiversité.

Le MEA au niveau international a recommandé aux Etats de développer ces démarches au niveau de territoires de tailles diverses. Nous travaillons actuellement, par exemple, avec un parc naturel de la région Nord-Pas-de-Calais, la philosophie du MEA étant de raisonner dans une vision prospective, c'est-à-dire comment vont évoluer parallèlement l'économie d'un territoire et les écosystèmes. Plus on va maximiser les services rendus par les écosystèmes, plus on va accroître le bien-être humain. Mais des facteurs de changement peuvent conduire à des options différentes, d'où l'importance d'une vision prospective.

Le consommateur est aujourd'hui de plus en plus préoccupé par une consommation alimentaire saine, ayant une dimension terroir et de proximité ; il est également résident dans un espace territorial et il a très envie de maximiser la qualité des paysages, de son environnement. Nous avons cherché à savoir ce que sont prêts à payer les habitants d'une région pour la protection des écosystèmes par rapport à une perspective de développement durable et à travers des programmes d'action de développement durable. Nous avons travaillé dans un secteur de marais en Loire-Atlantique, par exemple, où la question est de savoir si l'on maintient des prairies inondables avec une exploitation agricole adaptée ou si l'on draine ces prairies et on les transforme en zone de culture intensive en réduisant la surface des marais. Nous avons enregistré des consentements à payer, pour maintenir ces zones humides en fonctionnement, de 35 € par ménage et par an en tant que contributeurs à l'action de protection et de réorientation d'une économie locale. On constate un réel désir des Français de contribuer, dans leur lieu de vie, à ces démarches de développement durable qui mettent au premier plan la dimension de la biodiversité des écosystèmes et des territoires.

**Eric SCHMIDT** - Face à ces problématiques, le consommateur se comporte-t-il de la même façon que le citoyen ?

**Bruno MARESCA** - Malheureusement ou heureusement non, chaque individu étant différent dans ses modes d'arbitrage. Le citoyen va être très mobilisé par la dimension de son environnement, alors que le consommateur va faire des arbitrages financiers. Globalement, l'alimentation est un poste aujourd'hui où l'on cherche à minimiser le niveau de dépense afin de pouvoir maximiser d'autres postes de dépense, comme les loisirs, l'équipement etc. Néanmoins, le consommateur d'alimentation est de plus en plus sensible à la question de la qualité des produits agricoles. Je ne suis pas certain que continuer à intensifier l'agriculture dans le sens de produire toujours plus aille dans le sens de la demande sociale. Nous avons travaillé sur la question des algues vertes en Bretagne qui génère un véritable conflit entre le consommateur et la production agricole locale.

### **Echanges avec la salle**

**Danielle GADEAU, Association Parus's** - J'ai été très impressionnée par l'ampleur des projets de Nouricia. Pensez-vous que beaucoup d'agriculteurs vont disparaître

dans les vingt prochaines années ? C'est une grande inquiétude, et étant donné le développement des outils, des énormes tracteurs, que vont devenir les petits et moyens agriculteurs ? D'autre part, j'aurais souhaité que l'on demande aux agriculteurs quid du gaspillage par ceux qui transforment, et surtout ceux qui vendent ? On demande de produire plus, va-t-on gaspiller plus ? Ce problème n'a jamais été abordé sérieusement.

**Christian ROUSSEAU** - Il disparaîtra d'autant plus d'agriculteurs que leurs revenus vont diminuer. Il ne faut pas oublier que les outils de transformation que nous créons permettront de faire de la chimie et des biocarburants, qui sont liés à l'alimentaire. Nous entrons dans l'ère du végétal, et dans une économie circulaire qui va consister à gaspiller le moins possible et à remettre au champ sous forme d'amendement ce que l'on ne sait plus transformer, qui va sortir des outils de transformation, de biocarburants de seconde génération. Ce sera du carbone qui sera injecté au sol et qui va permettre de restaurer la matière organique. Si nous sommes capables demain de développer des revenus nouveaux pour les agriculteurs à travers une démarche d'agriculture durable et d'économie circulaire, je puis vous assurer qu'il y aura des agriculteurs sur le terroir. Si aujourd'hui les agriculteurs disparaissent les uns après les autres, c'est parce que l'économie d'une exploitation de cent hectares en grandes cultures ne permet plus d'alimenter un couple. Très souvent d'ailleurs, l'épouse travaille à l'extérieur. Notre démarche d'agriculture durable a surtout pour objectif de ramener le plus gros de la valeur ajoutée aux agriculteurs, car ils sont aujourd'hui un peu les donneurs d'ordre.

**Danielle GADEAU** - Le matériel agricole est de plus en plus énorme, et il est appelé à disparaître chez les agriculteurs.

**Christian ROUSSEAU** - L'agriculture n'est pas étrangère à ce qui se passe dans l'industrie. Tout le monde recherche les gains de compétitivité et la mécanisation permet d'augmenter cette compétitivité par une plus grande surface travaillée par chaque travailleur. Il faut maintenant que nous ramenions le maximum de travailleurs sur les exploitations agricoles pour valoriser les producteurs qui sont actuellement des déchets. L'activité agricole génère autour d'elle d'autres activités para-agricoles et dans une région comme la Champagne-Ardenne, l'essentiel de l'activité et de l'économie de la région est lié aux activités agricoles et para-agricoles.

**De la salle** - Pour travailler sur votre région depuis plusieurs années à la réduction des produits phytosanitaires, je constate que la pression, ce n'est pas les 100 € que vous donnez aux agriculteurs, car c'est à peu près l'économie qu'ils peuvent envisager par la réduction des doses de produits phytosanitaires. Ce qui les freine aujourd'hui, ce n'est pas l'argent, c'est la pression dont ils font l'objet par rapport aux produits. De plus, on les incite à acheter le plus tôt possible à des prix qu'ils ne connaîtront qu'au mois de juin. C'est peut-être grâce à des gens comme nous que vous commencez à parler de réduction de doses, et c'est par un décret, car avec 100 € vous allez réussir à le réduire de 30%. Plutôt que de leur donner 100 €, travaillez avec des gens qui vous aideront à le faire et ils auront très facilement leurs 100 €, même au-delà. Ensuite, vous vendrez un peu moins de produit, mais vous l'avez sûrement prévu. Je suis assez étonné que depuis les années 80, par un simple décret, vous réussissiez à baisser de 30%.

**Christian ROUSSEAU** - Je pense que nous ne nous sommes pas très bien compris. J'ai dit que nous ne donnerions pas les 100 € avant dix ans, d'abord parce que nous n'en aurons pas les moyens et parce que c'est anti-marché. C'est un investissement que nous faisons pour inciter les agriculteurs à aller dans une démarche souhaitée et choisie par eux, et avec nos agronomes qui les conseillent. Ma coopérative est née en 1921 et à l'époque, on ne vendait pas un kilo d'appro, et la Coop faisait du résultat. Si demain, nous vendons moitié moins d'appro, je vous garantis que la coop fera encore des résultats. Il faut simplement inciter au changement un gros volume d'agriculteurs. Comme l'a dit un intervenant de la Commission européenne ce matin, le principal frein au changement, ce sont les agriculteurs eux-mêmes et ceux qui les représentent. Il faut que toute la filière profite de cette chaîne de valeur que nous allons créer, depuis le producteur de semences, en passant par l'agriculteur, jusqu'au transformateur et à la grande distribution, et bien sûr le consommateur. C'est à ces conditions que nous réussissons ce challenge passionnant. Chacun là où il se trouve est capable d'agir pour faire bouger les systèmes, et nous avons un travail colossal. Beaucoup d'argent est gaspillé en agriculture, notamment à travers le CASDAR. Le revenu à l'hectare des agriculteurs du Mato Grosso au Brésil, par exemple, est identique à celui d'une exploitation française, sauf qu'ils ont 8 000 ha quand nous en avons 80. Ils ont su cumuler et valoriser trois récoltes, inventer une agriculture qui correspond à leur territoire. A l'inverse, nous sommes prisonniers d'une agriculture ancestrale dont nous avons du mal à nous défaire parce que nous vivons dans un pays au climat tempéré, bénéficiant de sols ad hoc, d'infrastructures et de réseaux coopératifs, techniques. Ce sont toujours les crises qui amènent les changements les plus intéressants.

**Daniel EHORI, technicien forestier, Bureau d'études AGROOF** - Je suis un technicien agro-forestier et je travaille pour le bureau d'études Agro. Les acteurs des différentes pratiques doivent agir en synergie pour faire évoluer la réglementation européenne. C'est maintenant qu'il faut le faire.

**Julien ROUSSEAU, SOFIPROTEOL** - Vous n'avez pas parlé des marchés volontaires du carbone. N'est-il pas possible de développer ce type de marché en Europe, notamment pour la séquestration du carbone dans les sols ?

**Nicolas CHUNG** - C'est de la compensation volontaire. Ces personnes achètent des crédits issus de projets, notamment agricoles. L'histoire de votre projet, son impact social et environnemental, sont au moins aussi importants que la quantité de carbone que vous réduisez.

**Eric SCHMIDT** – Pour clore nos débats, je voudrais vous lire ces quelques lignes qui donnent à réfléchir et dont certains reconnaitrons l'origine : *« A bien des égards, la tache du critique est aisée. Nous ne risquons pas grand chose et pourtant nous jouissons d'une position de supériorité par rapport à ceux qui se soumettent à notre jugement avec leur travail. Nous nous épanouissons dans la critique négative plaisante à dire. Mais, l'amère vérité qu'il nous faut bien regarder en face c'est, que dans le grand ordre des choses, il est pourtant des circonstances où le critique prend un vrai risque c'est lorsqu'il découvre et défend l'innovation. Le monde est souvent malveillant à l'encontre des nouveaux talents et de la création. Le nouveau a besoin d'amis. »*

Je tiens à remercier tous nos intervenants venus des quatre coins de la planète.

# Allocution de clôture

de

**Jean-François SARREAU**

*Président de l'IAD*

Christophe, c'est d'abord à toi que je m'adresse en clôturant ces 4èmes Rencontres. Tu nous as invités à te suivre chez toi pendant une saison. Saison après saison, cette expérience, par les images que tu nous as offertes, nous montre ce dont nous parlons, ce que nous voulons faire. L'agriculture durable est une belle histoire au fil des saisons. Elle est aussi une belle histoire à vivre au fil d'une vie. Je veux remercier les intervenants qui nous ont donné en partage un peu de cette force fournie par l'agriculture durable quand, au-delà des idées, des concepts, voire des vœux pieux, elle est une réalité. Ils nous montrent que la réussite vient à ceux qui osent et qui persévèrent. Ton exemple est celui de l'espoir et cet espoir, pour un monde en désarroi, vient de la terre nourricière, si nous savons la respecter, la reconnaître, et l'entretenir, généreuse et féconde.

Pour progresser, nous avons besoin d'intelligence, de cœur, d'innovation ; nous avons besoin d'encouragement pour nous élever. Dans cet objectif, le travail de l'IAD se fait au quotidien, et il a besoin de votre énergie, de votre soutien, pour engager le nécessaire changement qui s'impose à nous, pour répondre aux enjeux de notre monde. Soit nous attendons que tout soit recherché, expliqué, normé, sécurisé, et alors il sera sûrement trop tard pour s'engager. Soit, au contraire, nous adoptons une politique de petits pas, sécurisée, évaluée par des indicateurs indispensables pour progresser en toute confiance. Si les indicateurs sont au centre de nos travaux, c'est parce que les discours ne valent que par leurs résultats. Les résultats sont la culture des sociétaires de l'IAD parce que depuis toujours, chaque année, chacun de nous rend compte de ses activités, ne fût-ce que pour payer ses impôts proportionnels au résultat. Puisqu'il en est encore temps, s'il fallait formuler un vœu, il faut souhaiter que l'évolution des résultats soit au cœur des politiques publiques, avec des encouragements plutôt que seulement des réprimandes. Comme l'on dit les intervenants tout au long de cette journée, tous les leviers sont entre nos mains et nous appartenent pour favoriser ce changement de paradigme.

Premier levier, nos partenaires de l'agriculture. Face aux nouveaux défis de l'agriculture durable, leur concours est indispensable.

Deuxième levier, les agriculteurs. Tous les efforts et toutes les pressions reposent sur eux, mais tous les espoirs aussi.

Troisième levier, les collecteurs et les transformateurs. Ils seront les facilitateurs et les acteurs majeurs du changement des modes de production, mais aussi de consommation.

Quatrième levier, le marché alimentaire, énergétique, ou plutôt les marchés. Je pense au marché du carbone, qui sera la clé de voûte des résultats à venir. Il nous fera passer du statut de mineur de nos sols à celui de conservateur de nos ressources. Demain, l'agriculture durable nous conduira à passer du statut d'exploitant au statut de cultivateur.

Cinquième levier, les incitations publiques qui devront récompenser plutôt que contraindre, sanctionner, priver ou imposer. Notre conviction est que ces cinq leviers

sont les moyens indispensables aux conditions du changement qui nous mènera vers la durabilité dès lors que les politiques publiques, nationales et européennes, sauront s'harmoniser, converger vers des objectifs partagés.

La résilience que nous impose notre activité de paysan suppose que nous soyons équipés d'outils de pilotage adaptés, d'outils et de techniques appropriés, pour dépasser les contraintes de marché, de climat, les caprices des consommateurs, et pour manœuvrer dans le labyrinthe complexe des réglementations trop souvent incohérentes entre elles quant aux objectifs de moyens qu'elles nous imposent alors que nous avons besoin d'objectifs de résultat. En développant une plate-forme Internet répondant à cette philosophie et à ces enjeux, l'IAD continue la trajectoire qui est la sienne, évolution, consolidation, progression. Evaluer ses pratiques pour évoluer est une demande juste dès lors qu'elle se fait avec des outils simples, efficaces et peu onéreux. La légèreté est facteur d'efficience pour redonner la compétitivité nécessaire à nos activités, sans contraindre pour autant l'efficience environnementale ni sociale.

Dans le prolongement de notre rapport, l'agriculture de 2050 commence aujourd'hui. L'IAD a décidé de produire un livre vert. Notre rôle est d'interpeller autant que de convaincre. A l'IAD notre revendiquons le triple A, Agriculture, Audace, Avenir. Encore merci à tous pour la qualité des propos, de l'écoute. Et rendez-vous à l'année prochaine.

## Ils nous soutiennent dans notre démarche :



syngenta

MONSANTO  
imagine®



PRP  
TECHNOLOGIES

Bonduelle

GROUPE  
SOPARIND  
BONGRAIN



BASF  
The Chemical Company

